

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2022**

JUIN 2023

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	2
SOMMAIRE	5
INTRODUCTION	6
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2017 A 2021	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts 2017 à 2021	8
1.2. Evolution des décaissements de 2017 à 2021	3
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2017 à 2021	4
1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2017 à 2021	4
1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2017 à 2021	6
1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2017 à 2021	9
2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022	10
2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2022.....	11
2.1.1 Nouveaux engagements.....	11
2.1.2 Conditions d'emprunt en 2022.....	12
2.2 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2022.....	15
2.3 Termes moyens des décaissements sur FINEX et FININ en 2022.....	18
3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2022.....	20
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2022	20
4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2022.....	25
4.1 Encours de la dette publique par source de dette à fin 2022	25
4.2 Encours de la dette publique par affectation à fin 2022	26
4.2.3 Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2022	29
5 INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022.....	34
5.1 Taux d'endettement public en 2022.....	34
5.2 Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2022.....	34
CONCLUSION	35
ANNEXES	37
LISTE DES TABLEAUX	47
LISTE DES GRAPHIQUES	48

INTRODUCTION

L'économie mondiale a subi une suite de chocs majeurs ces dernières années, notamment la pandémie de Covid-19, puis l'invasion russe en Ukraine. Ces chocs ont contribué à déprimer l'activité économique et à alimenter l'inflation qui a entraîné un resserrement de la politique monétaire internationale. Dans ce contexte, la croissance économique mondiale a enregistré un ralentissement de 2,7 points de pourcentage par rapport à 2021 en se situant à 3,4% en 2022.

Ce ralentissement économique touche aussi bien les pays développés que les pays en développement. Ainsi, aux États-Unis le produit intérieur brut (PIB) s'est situé à 2,1% sous l'impulsion d'une forte consommation des ménages malgré un pouvoir d'achat réduit par la hausse des taux d'intérêts et l'inflation. Dans la zone euro, la croissance a été plus vigoureuse et s'est établie à 3,5% du PIB grâce à la réouverture post-Covid, nonobstant le resserrement des conditions de financement, l'inflation et les coûts élevés de l'énergie qui pèsent sur la consommation et l'investissement des ménages. En revanche, l'économie chinoise a connu l'une de ses plus faibles croissances en quatre décennies. Dans un contexte de confinements répétés liés à la pandémie et de tensions prolongées sur le marché de l'immobilier, le taux de croissance n'a été que de 3,0%.

En Afrique subsaharienne, la croissance est restée modérée en raison de l'incertitude de l'économie mondiale, d'une inflation élevée, des conditions financières difficiles et des phénomènes météorologiques défavorables. Ainsi, la région a enregistré une croissance de 3,9% contre 4,5% en 2021.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a progressé, sous l'effet de la stabilité des cours de matières premières notamment le prix du baril de pétrole dans un contexte marqué par une incertitude macroéconomique accrue, d'importantes pressions inflationnistes. Ainsi, la zone économique a connu une croissance de 2,9%, soit 1,0 point de pourcentage de plus qu'en 2021.

L'économie gabonaise se redresse progressivement, soutenue par la bonne performance des secteurs pétroliers, minier et du bois. La levée, en mars 2022, des restrictions liées à la pandémie a également contribué à la croissance du secteur tertiaire. Le PIB s'est établi à 3,1%, en progression par rapport au 1,5% enregistré en 2021. En outre, le solde budgétaire est devenu excédentaire, à 3% du PIB pour 2022, après un déficit de 1,9 % en 2021. Grâce à ce redressement progressif, la dette publique s'est réduite en 2022, représentant 52,0% du PIB par rapport aux 60,7% enregistrés en 2021 et la pression du service s'est établie à 47,4% contre 65,5% l'année précédente.

Le présent rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2022 s'articule autour des points ci-après:

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2017 à 2021 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2022 ;
3. Service de la dette publique en 2022 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2022.

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2017 A 2021

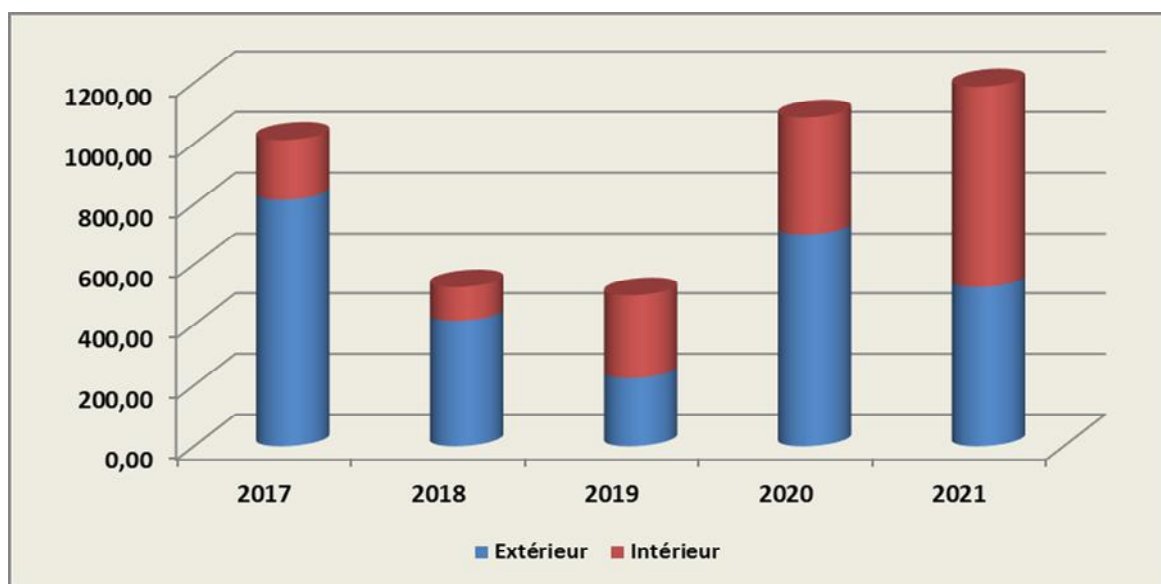
Cette partie présente l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements, du service, de l'encours et des indicateurs de viabilité sur les cinq (5) dernières années.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts 2017 à 2021

1.1.1. Montant des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2017 à 2021

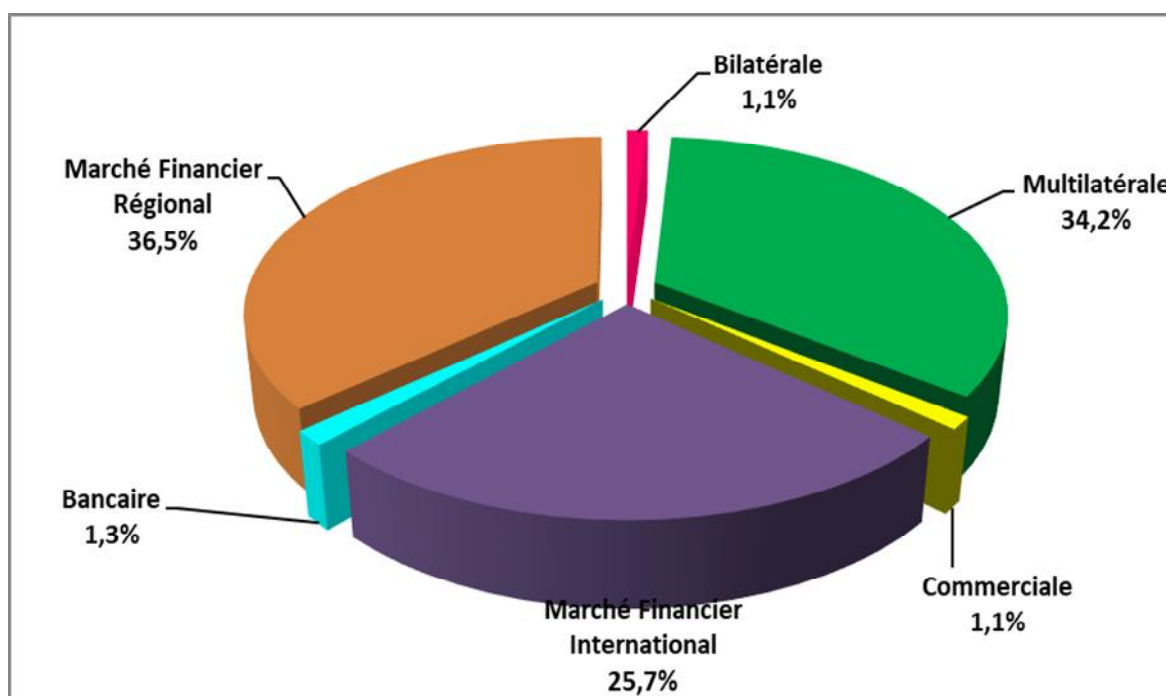
Sur la période 2017 à 2021, le montant des nouveaux engagements s'est établi à 4305,7milliards de francs CFA, soit 861,1 milliards de francs CFA en moyenne par an. Ils sont constitués de 62,2% d'emprunts extérieurs et de 37,8% d'emprunts intérieurs. Ces nouveaux engagements sont en progression de 9,0% du fait de la présence accrue de l'Etat sur les marchés de titres publics.

**GRAPHIQUE N°1: EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2017 A 2021
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Après un niveau important obtenu en 2017 faisant suite à la mise en place du Plan de Relance Economique 2017-2019, l'évolution des nouveaux engagements sur les deux années suivantes du programme se caractérise par des niveaux relativement bas. Cette situation est justifiée par la volonté des autorités de limiter progressivement le plafond des nouvelles signatures afin de reconstituer à moyen terme les marges d'emprunts. A contrario, dès 2020, on observe un rehaussement des nouvelles signatures afin de faire face aux remboursements anticipés des Eurobonds arrivant à échéance en 2023 et 2024, d'une part, et au paiement de la dette intérieure pour soutenir l'activité économique impactée par la pandémie Covid-19, d'autre part.

**GRAPHIQUE N°2: REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2017 A 2021
(EN POURCENTAGE)**



Les nouvelles signatures extérieures se sont chiffrées en moyenne à 2677,0 milliards de francs CFA. Elles sont constituées de 49,9 milliards de francs CFA d'emprunts bilatéraux, 1472,0 milliards de francs CFA d'emprunts multilatéraux, 47,9 milliards de francs CFA d'emprunts commerciaux et 1107,9 milliards de francs CFA d'engagements envers le marché financier international. Celles-ci représentent respectivement 1,8%, 55,0%, 1,8% et 41,4% du total des nouveaux emprunts extérieurs. En comparaison à la période précédente, ces nouvelles signatures sont en hausse de 5,4 % par rapport à la période antérieure. Cette situation s'explique par l'augmentation des emprunts sur les marchés financiers.

Les nouveaux engagements intérieurs se sont établis à 1628,6 milliards de francs CFA et sont composés de 1571,2 milliards de francs CFA d'emprunts obtenus auprès du marché financier régional et de 57,5 milliards de francs CFA obtenus auprès des institutions bancaires. Ils représentent respectivement 96,5% et 3,5% du montant total des nouveaux engagements intérieurs. Comparativement à la période 2016-2020, les nouveaux engagements croissent de 45,3% du fait de la prépondérance des nouvelles signatures sur le marché financier régional.

1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2017 à 2021

De 2017 à 2021, 28 conventions ont été signées pour servir à l'équilibre budgétaire et au financement de 11 projets regroupés en 8 secteurs afin de renforcer les équipements et les infrastructures.

Les nouvelles signatures au soutien à la production se sont chiffrées à 283,6 milliards de francs CFA. Le secteur de la route enregistre 90,3 milliards de francs CFA affectés au programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon phase 1 (PASIG 1). Le secteur Eau et Electricité englobe 77,0 milliards de francs CFA orientés au Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la ville de Libreville. Quant au secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), il totalise 48,1 milliards de francs CFA dédiés à la conception et la réalisation des travaux d'aménagement et les conditions de circulation dans la ville de Libreville d'une part, et au financement complémentaire du plan complet de réinstallation, d'autre part. En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, pêche et élevage, il totalise 68,2 milliards de francs CFA alloués aux projets Graine et de développement agricole et rurale.

S'agissant des secteurs sociaux, le montant alloué se chiffre à 148,5 milliards de francs CFA. Le secteur de la santé concentre 86,4 milliards de francs CFA dédiés aux projets de riposte contre la Covid-19. Quant au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle, il englobe 62,1 milliards de francs CFA destinés au projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes.

Le secteur du sport, quant à lui, concentre 19,8 milliards de francs CFA affectés au projet de construction du stade Omar Bongo Ondimba.

Enfin, le secteur économie et finances totalise 3853,8 milliards de francs CFA orientés majoritairement à l'équilibre budgétaire.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2017 à 2021

Les termes moyens des nouveaux engagements s'établissent à 11,0 ans pour la maturité, 4,8 ans pour le différé et 4,0% pour le taux d'intérêt. A l'exception du différé qui demeure stable, la maturité baisse de 1,6 an tandis que le taux d'intérêt se dégrade de 0,6 point de pourcentage par rapport à la période précédente.

Concernant les termes moyens des nouveaux emprunts extérieurs, ils se situent à 14,1 ans pour la durée moyenne de remboursement, 5,8 ans pour le délai de grâce et 3,3% pour le taux d'intérêt. Comparativement à la période antérieure, la maturité et le taux d'intérêt se détériorent respectivement de 1,3 an et 1,0 point de pourcentage alors que le différé reste quasi stable.

Les termes moyens des nouvelles signatures bilatérales se situent à 4,0 ans pour la durée moyenne de remboursement, 1,0 an pour le délai de grâce et 0,1% pour le taux d'intérêt.

Ces termes se dégradent respectivement de 8,4 ans et 2,8 ans pour la maturité et le délai de grâce. Le taux d'intérêt quant à lui enregistre une légère amélioration de 0,6 point de pourcentage par rapport à la période antérieure.

Pour ce qui est des termes des nouveaux engagements commerciaux, ils s'établissent à 5,0 ans pour la maturité, 1,0 an pour le différé et 1,3% pour le taux d'intérêt. La maturité et le différé se détériorent respectivement de 3,1 ans et 0,4 an alors que le taux d'intérêt s'apprécie de 0,9 point de pourcentage.

Concernant les nouvelles signatures envers le marché financier international, ses termes moyens s'établissent respectivement à 5,6 ans, 5,2 ans et 4,1% pour la maturité, le différé et le taux d'intérêt. Lesdits termes sont quasi stables par rapport à la période précédente.

Les termes moyens des engagements multilatéraux, quant à eux s'établissent à 16,8 ans pour la durée de remboursement, 4,2 ans pour le délai de grâce et 1,0% pour le taux d'intérêt. Ces termes sont relativement stables par rapport à la période antérieure.

Les termes moyens des nouveaux emprunts intérieurs s'établissent à 3,5 ans pour la maturité, 2,5 ans pour le différé et 5,8% pour le taux d'intérêt. Ces derniers demeurent stables comparativement à la période 2016-2020.

Les termes moyens des nouvelles conventions signées auprès des institutions bancaires locales se situent respectivement à 0,6 an et 1,4% pour la durée de remboursement et du taux d'intérêt. Comparativement à la période précédente la maturité se détériore de 2,5 ans et le taux d'intérêt s'apprécie considérablement sur la période d'étude.

Pour ce qui est des termes moyens des nouveaux prêts sur le marché financier régional, la maturité se situe à 4,0 ans, le différé à 3,3 ans et le taux d'intérêt à 5,8%. Ces termes sont relativement stables comparés à la période précédente.

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2017 A 2021

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	14,1	5,8	3,3%
Bilatéraux	4,0	1,0	0,1%
Multilatéraux	16,8	4,2	1,0%
Commerciaux	5,0	1,0	1,3%
Marchés financier	5,6	5,2	4,1%
Emprunt Intérieur	3,5	2,5	5,8%
Bancaire	0,6	0,0	1,4%
Marché Financier Régional	4,0	3,3	5,8%
Ensemble	11,0	4,8	4,0%

Concernant la couverture des risques, le portefeuille des nouvelles signatures est moyennement exposé au risque de taux d'intérêt. En effet, la part des nouvelles conventions à taux variable concentre 40,9% du total des nouveaux emprunts sur la période d'étude. A

contrario, le risque de taux de change est maîtrisé car le poids des engagements à taux fixe se situe à 78,3%.

1.2. Evolution des décaissements de 2017 à 2021

Les décaissements sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ) sur la période 2017-2021 se sont élevés à 4834,1 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 21,9 % par rapport à son niveau de la période précédente. Ces décaissements se composent de 66,0% de tirages extérieurs et 34,0% de tirages intérieurs.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2017 à 2021

Les mobilisations sur financements extérieurs s'établissent à 3188,5 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 12,0% par rapport à leur niveau de la période allant de 2016 à 2020. Ce résultat se justifie par la nette progression des tirages multilatéraux et ceux mobilisés sur le marché financier international.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2017 A 2021

En Milliards de Francs CFA

	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Emprunt Extérieur	779,5	495,3	409,2	923,1	581,3	3188,5
Bilatéral	51,9	170,3	124,3	32,9	16,9	396,3
Multilatéral	595,3	322,4	277,3	284,2	105,7	1584,9
Commercial	19,9	2,7	7,6	10,8	2,7	43,7
Marché Financier International	112,5	0,0	0,0	595,2	456,0	1163,6
Emprunt Intérieur	196,9	110,7	272,8	384,8	680,5	1645,6
Bancaire	57,5	0,0	0,0	0,0	17,0	74,5
Marché Financier Régional	139,4	110,7	272,8	384,8	663,5	1571,2
Total Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs	976,4	606,1	682,0	1 307,8	1 261,8	4 834,1

Sur la période 2017-2021, les tirages bilatéraux se situent à 396,3 milliards francs CFA et connaissent une régression de 11,7% par rapport à la période précédente. Cette diminution résulte de la baisse des engagements auprès de l'Agence Française de développement (AFD) et de la Banque Chinoise d'Exportation et d'Importation pour l'Afrique (EXIMBANK).

Les décaissements multilatéraux quant à eux, se chiffrent à 1584,9 milliards de francs CFA de 2017 à 2021. Ils croissent de 5,3% comparativement à son niveau de la période antérieure. Cette hausse s'explique par les ressources mobilisées auprès du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BIRD), du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et de la Banque Africaine de Développement (BAD).

De 2017-2021, le montant des tirages réalisés auprès des banques commerciales se sont établis à 43,7 milliards de francs CFA. Ces derniers enregistrent une diminution de 76,3% par rapport à la période précédente. Ce recul se traduit par la baisse des décaissements auprès des créanciers autrichiens, français, allemands, chinois et espagnols.

Sur le marché financier international, les fonds obtenus s'élèvent à 1163,6 milliards de francs CFA et enregistrent une hausse de 64,4% sur la période d'étude. Ce résultat provient des opérations de refinancement des Eurobond arrivant à échéance en 2024 et 2027.

1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2017 à 2021

Les tirages sur financements intérieurs (FININ) se sont chiffrés à 1645,6 milliards de francs CFA entre 2017 et 2021. Ils augmentent de 46,9% par rapport à leur niveau de la période précédente. Cette situation résulte de la hausse des tirages effectués sur le marché financier régional et de la facilité de caisse obtenue auprès de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG).

D'un montant de 74,5 milliards de francs CFA, les décaissements effectués auprès des banques locales progressent de 29,6% sur la période 2017-2021.

Le marché financier régional quant à lui, totalise 1571,2 milliards de francs CFA de 2017 à 2021. Il connaît un accroissement de 47,8% comparé à la période antérieure. Cette hausse résulte de la volonté des Autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2017 à 2021

Entre 2017 et 2021, le service de la dette publique s'est établi à 4567,4 milliards de francs CFA pour une moyenne annuelle de 913,5 milliards de francs CFA. Il est constitué de 3398,1 milliards de francs CFA de principal et de 1169,3 milliards de francs CFA d'intérêts. Celui-ci est en hausse de 17,9% par rapport à la période antérieure et a été réalisé au profit des partenaires extérieurs et intérieurs respectivement de 59,8% et 40,2%.

1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2017 à 2021

Le service de la dette publique extérieure s'est élevé à 2531,2 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 546,3 milliards de francs CFA et enregistre une progression de 15,1% par rapport à la période 2016-2020. Il comprend 1974,4 milliards de francs CFA d'amortissement et 757,2 milliards de francs CFA d'intérêt.

Le service de la dette bilatérale s'établit à 343,4 milliards de francs CFA et représente 12,6% du service total extérieur. Il est en progression de 3,6% rapport à la période 2016-2020 en raison d'une augmentation du service envers les créanciers chinois et français.

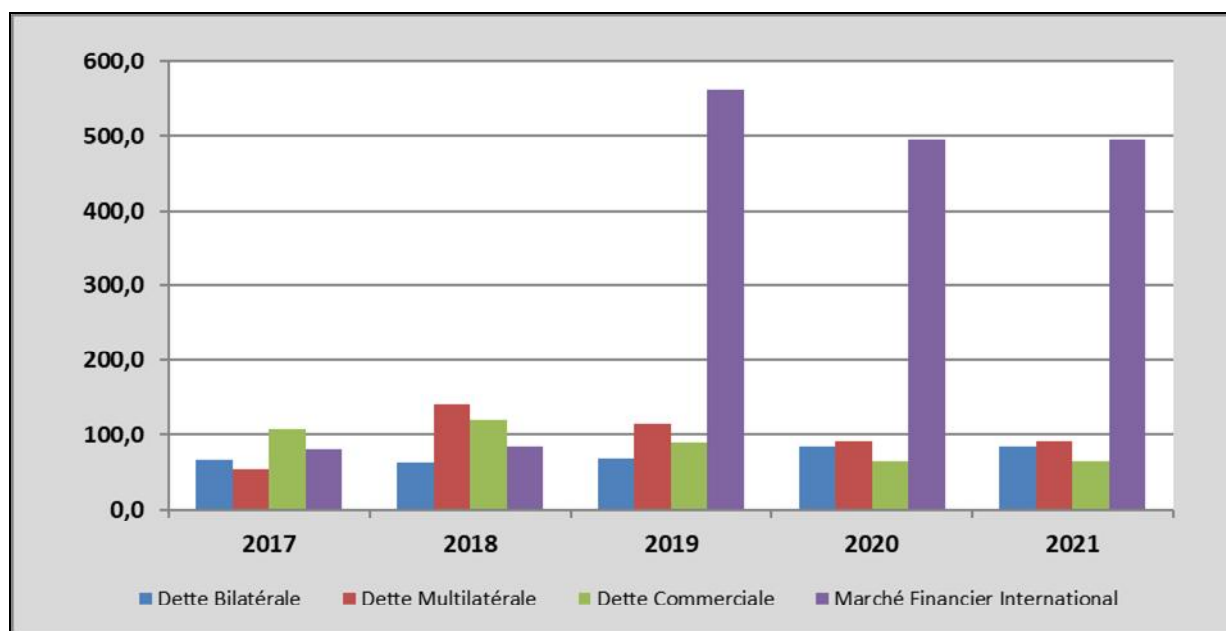
Le service multilatéral quant à lui, concentre 16,2% du service extérieur pour se chiffrer à 443,8 milliards de francs CFA. Il augmente de 14,1% par rapport à son niveau de la période antérieure. Cet accroissement est le reflet d'un service accru envers la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID), Banque Africaine d'Exportation et d'Importation (AFREXIMBANK), la Banque Mondiale (BIRD), la Banque

de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

Le service de la dette commerciale pour sa part, englobe 19,1% du service extérieur en se situant à 522,7 milliards de francs CFA. Il est en régression de 18,3% comparativement à son niveau de la période précédente. Le règlement important du service dû aux banques commerciales chinoises, françaises, espagnoles, belges, suisses, autrichiennes, hongkongaises et coréennes justifie cette baisse.

Le service envers le marché financier international s'établit à 1421,9 milliards de francs CFA, et correspond à 52,1% du total du service extérieur. Comparé à la période 2016-2020, ce service croît de 40,3%.

GRAPHIQUE N°3: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DE 2017 A 2021
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.3.2 Evolution du service de la dette publique intérieure de 2017 à 2021

Sur la période 2017-2021, le service de la dette intérieure s'est établi à 1835,8 milliards de francs, soit en moyenne 367,2 milliards de francs par an. Il se compose de 1423,7 milliards de francs au titre du principal et 412,1 milliards de francs CFA au titre des intérêts. Ce service intérieur est en nette progression de 23,3% et absorbe 40,2% du service total.

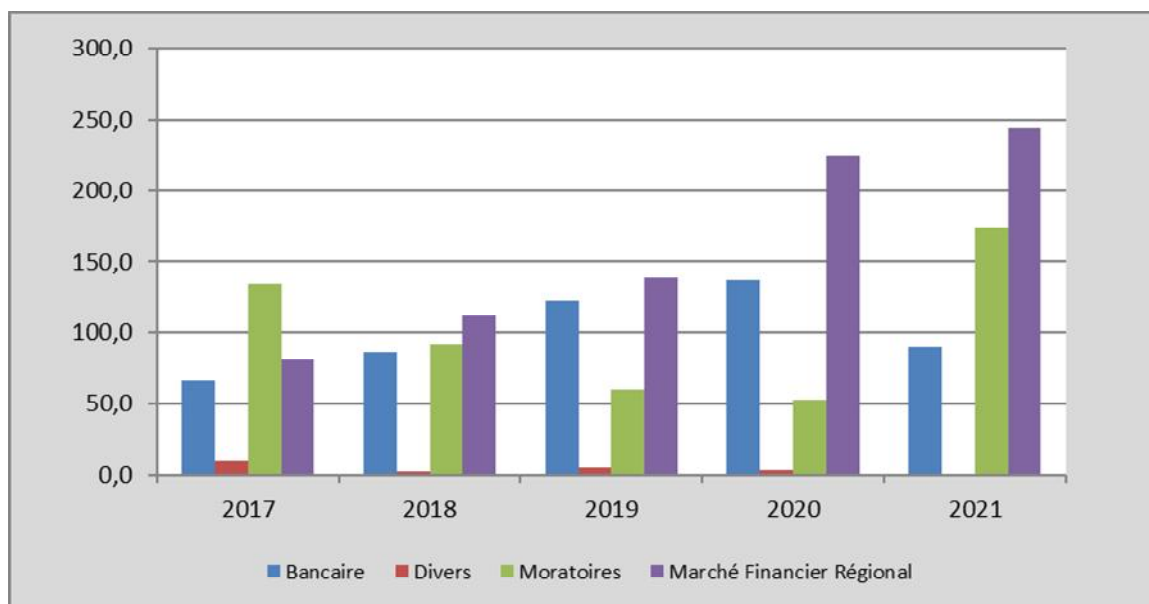
Le service dû envers le secteur bancaire entre 2017 et 2021 se chiffre à 501,7 milliards de francs CFA, soit une moyenne de 100,3 milliards de francs CFA et représente 27,3% du total du service intérieur. Ce service augmente de 10,5% par rapport à la période 2016-2020 suite à l'accroissement du service envers la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI) et ECOBANK.

D'un montant de 799,6 milliards de francs CFA, le service envers le marché financier régional s'établit à 159,9 milliards de francs CFA sur la période 2017-2021 et englobe 43,6% du service total intérieur. Il enregistre une progression de 35,5% comparé à la période antérieure.

De 2017 à 2021, le service dû au titre de la dette moratoire se situe à 513,6 milliards de francs CFA, soit une moyenne de 102,7 milliards de francs CFA. Il représente 28,0% du service total intérieur et connaît une hausse de 23,1 % en comparaison à son niveau de la période 2016-.2020, en raison de l'accroissement des engagements envers les fournisseurs de l'Etat.

Le service de la dette diverse s'est élevé à 20,9 milliards de francs CFA, ce qui correspond à une moyenne de 4,2 milliards de francs CFA entre 2017 et 2021. Ce dernier connaît une baisse de 47,1% par rapport à la période antérieure suite aux règlements envers les fournisseurs de l'Etat. Par ailleurs, le service de la dette diverse concentre 1,1% du montant total du service intérieur.

GRAPHIQUE N°4: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2017 A 2021 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2017 à 2021

L'encours de la dette publique sur la période 2017-2021 se situe en moyenne à 5696,6 milliards de francs CFA. Il progresse de 10,5% par rapport à son niveau de la période antérieur en raison de l'augmentation significative de la dette intérieure.

1.4.1 Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2017 à 2021

L'encours de la dette extérieure s'établit en moyenne à 3853,4 milliards de francs CFA correspondant ainsi à 67,6% du total de la dette publique. Il progresse de 6,2% suite à la hausse plus marquée de la dette multilatérale comparativement à son année antérieure.

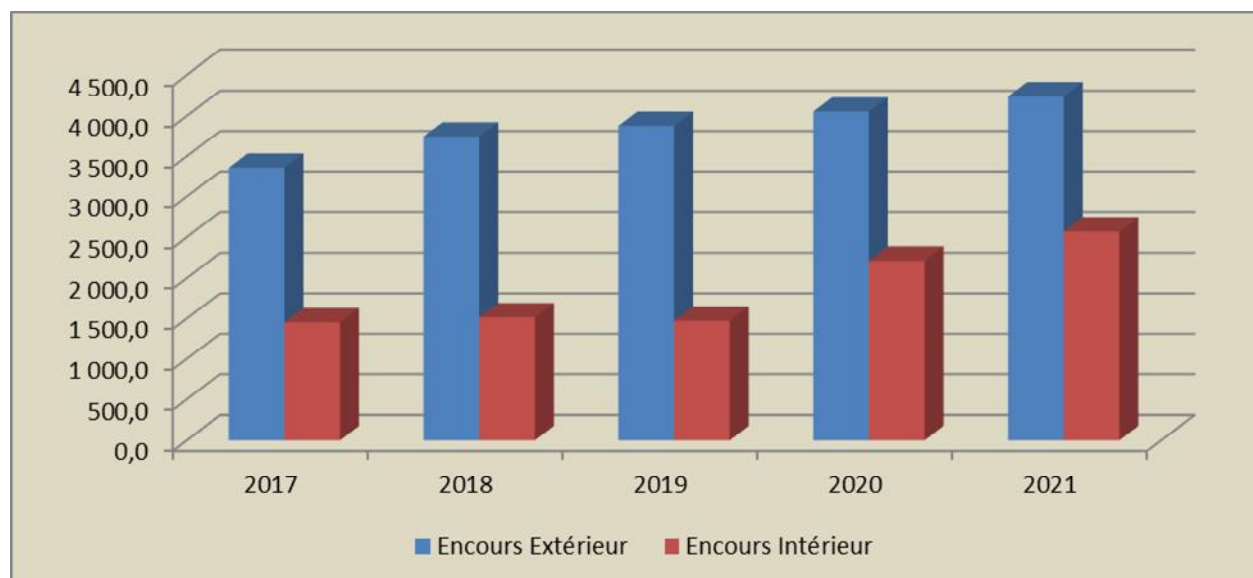
Sur la période 2017-2021, l'encours de la dette multilatérale s'établit en moyenne à 1368,5 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 35,55% de l'encours total extérieur. Il enregistre une hausse de 23,7% par rapport à la période 2016-2020. Cette progression résulte du fait de la forte mobilisation auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), le Fond Européen de Développement (FED), le Fond International de Développement Agricole (FIDA), AFREXIMBANK et le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de relancer l'économie.

Le stock de la dette bilatérale s'élève en moyenne à 807,9 milliards de francs CFA et concentre 21,0% du montant total de la dette extérieure. Contrairement à la période antérieure, il progresse de 2,5%. Cette évolution est due à l'importance des engagements financiers envers les créanciers français et chinois.

Entre 2017-2021, l'encours de la dette commerciale s'établit en moyenne à 370,5 milliards de francs CFA. Il connaît une régression de 18,5% et totalise 9,6% de l'encours extérieur. Cette situation s'explique par la volonté des autorités à recourir de moins en moins à ce type d'emprunts au profit des prêts semi-concessionnels.

Le marché financier international se chiffre en moyenne à 1306,5 milliards de francs CFA sur la période 2017-2021 et englobe 33,9% du montant total de l'encours extérieur. Il est en légère progression de 2,3% par rapport à la période précédente.

GRAPHIQUE N°5: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2017 A 2021
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.2 Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2017 à 2021

L'encours de la dette publique intérieure entre 2017 et 2021, se situe en moyenne à 1843,3 milliards de francs CFA et représente 32,4% du total de la dette publique. Il croit de 20,7% en raison de l'accroissement des engagements bancaires, moratoriés et envers le marché financier régional.

Le stock de la dette envers les banques locales se chiffre en moyenne à 811,6 milliards de francs CFA sur la période 2017-2021 et concentre 44,0 % du total intérieur. Il connaît une progression de 14,9% du fait de l'augmentation des engagements envers BGF et BICIG d'une part et la consolidation des avances statutaires consenties au Trésor Public par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) d'autre part.

Entre 2017-2021, l'encours de la dette envers le marché régional s'établit à 676,9 milliards de francs CFA en moyenne. Il croit de 41,5% et absorbe 36,7% de la dette intérieure. Cette situation résulte de la volonté du gouvernement de maintenir sa présence sur le marché financier régional

Avec une moyenne de 350,6 milliards de francs CFA, la dette moratoriés augmente de 4,8% par rapport à la période précédente et concentre 19,0% de l'encours intérieur. Cette hausse se justifie par les impayés de l'administration envers ses fournisseurs et prestataires de services.

L'encours de la dette diverse représente 0,2% du total intérieur en s'établissant en moyenne à 4,2 milliards de francs CFA sur la période 2017-2021. Il enregistre un recul de 48,9% comparé à la période antérieure.

1.4.3 Evolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2017 à 2021

Sur la période 2017-2021, les termes moyens de l'encours se fixent à 8,6 ans pour la durée de remboursement, 2,0 ans pour le délai de grâce et 3,7% pour le taux d'intérêt. Ces derniers sont relativement stables par rapport à la période antérieure.

En ce qui concerne les termes moyens de l'encours extérieur, ils se situent à 10,0 ans pour la maturité, 2,4 ans pour le différé et 3,4% pour le taux d'intérêt. La maturité et le taux d'intérêt s'améliorent comparativement à la période 2016-2020 tandis que le différé demeure stable.

Quant aux termes moyens de l'encours intérieur, ils s'établissent à 5,8 ans pour la durée, 1,3 an pour le différé et 4,3% pour le taux d'intérêt. Le différé et le taux d'intérêt se détériorent tandis que la maturité demeure stable entre les deux périodes.

1.4.4 Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2017 à 2021

L'encours de la dette publique sur la période 2017-2021 se compose du Franc CFA, du Dollar Américain, de l'Euro, du Yuan Renminbi et du Dinar Islamique, pour respectivement 39,0%, 32,9%, 23,4%, 3,4% et 1,2% du montant total de l'encours par monnaie. Comparée à la période précédente, cette composition demeure relativement stable.

Le portefeuille de la dette publique est modérément exposé au risque de change. En effet, le stock de la dette publique est constitué de 62,5 % des monnaies à taux de changes fixes et de 37,5% des monnaies à taux de changes flottants. Les monnaies à taux de changes fixes progressent de 3,6 points en raison de l'accroissement des engagements signés en monnaie locale. Quant aux engagements contractés à taux de changes variables, ils diminuent de 3,6 points en raison de la baisse de la part des monnaies à changes flottants, principalement le Dollar Américain.

1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2017 à 2021

De 2017 à 2021, le taux d'endettement, la pression du service et la charge de la dette sur les recettes budgétaires se situent respectivement en moyenne à 59,2%, 55,6% et à 11,4%.

1.5.1 Evolution du taux d'endettement public de 2017 à 2021

Le taux d'endettement moyen se situe à 59,2% sur la période 2017 à 2021 Il se dégrade de 2,0 points par rapport à la période 2016-2020. Cette situation résulte de la progression plus rapide de l'encours par rapport au PIB. En outre, sur la période d'étude, l'analyse de l'évolution du taux d'endettement montre que ce dernier croit et connaît un pic en 2020, soit 71,3%.

1.5.2 Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2017 à 2021

Le ratio de liquidité s'établit en moyenne à 55,6% sur la période d'étude et augmente de 11,0 points de base par rapport à son niveau de 2016-2020. L'évolution plus rapide du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires justifie cette tendance. En outre, le ratio de liquidité de la dette évolue en dent de scie avec un pic en 2020, soit 71,3%.

Les intérêts de la dette rapportés aux recettes budgétaires se fixent à 11,4% en moyenne. Par ailleurs, la charge financière de la dette sur les recettes budgétaires demeure stable sur la période sous revue.

2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022

Cette partie a pour objectif de comparer les plafonds des nouveaux engagements, les tirages effectués sur les emprunts extérieurs et intérieurs, ainsi que les conditions de financement réalisés au cours de l'année 2022 aux prévisions contenues dans la stratégie d'endettement publique.

En 2022, le plafond des nouvelles conventions arrêté dans la loi de finances rectificative se chiffre à 527,0 milliards de francs CFA contre une réalisation de 554,2 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 105,2%. Il est constitué de 80,2 milliards de francs CFA de nouveaux engagements extérieurs et de 474,0 milliards de francs CFA de nouveaux emprunts intérieurs contre respectivement 100,0 milliards et 427,0 milliards de francs CFA prévus. Ces fonds ont été essentiellement orientés à la riposte contre la pandémie de Covid 19 et à l'équilibre budgétaire.

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs s'établissent à 839,6 milliards de francs CFA en 2022 contre 638,9 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 131,4%. Ils sont constitués de 365,6 milliards de francs CFA de financements extérieurs et de 474,0 milliards de francs CFA de tirages intérieurs. Ces derniers ont été affectés à 85,7 milliards de francs CFA de prêts projets, 279,9 milliards de francs CFA de prêts programmes et 474,0 milliards de francs CFA d'emprunts d'équilibre.

Le service de la dette publique se chiffre à 1053,7 milliards de francs CFA dont 744,2 milliards de francs CFA de principal et 289,7 milliards de francs CFA d'intérêts. Il augmente de 4,8% par rapport à sa prévision. Par ailleurs, il est constitué de 404,2 milliards de francs CFA de service extérieur et de 309,5 milliards de francs CFA de service intérieur.

L'encours de la dette publique s'élève à 7131,6 milliards de francs CFA et est constitué de 4523,9 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2607,7 milliards de francs CFA de dette intérieure. Cet encours est en progression de 3,8% par rapport à sa prévision.

2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2022

2.1.1 Nouveaux engagements

2.1.1.1 Montant des nouveaux engagements en 2022

En 2022, les nouveaux engagements se sont chiffrés à 554,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 527,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 105,2%. Ils régressent de 53,3% par rapport à son niveau de 2021. En effet, cette situation s'explique par l'accroissement des fonds levés sur le marché financier régional en 2022.

Les nouveaux engagements rapportés au PIB sur l'année d'étude se sont situés à 4,4% conformément à la prévision fixée à 4,9%.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2022

En Milliards de Francs CFA

	Montant	% du PIB
Emprunts Extérieurs	80,2	0,6
Bilatéral	73,5	0,6
Multilatéral	6,7	0,1
Commercial	0,0	0,0
Marché Financier International	0,0	0,0
Emprunts Intérieurs	474,0	3,8
Bancaire	0,0	0,0
Marché Financier Régional	474,0	3,8
Total Nouveaux Engagements	554,2	4,4

2.1.1.2 Répartition des nouveaux engagements en 2022

Les nouveaux emprunts en 2022 sont constitués de 80,2 milliards de francs CFA d'emprunts extérieurs et de 474,0 milliards de francs CFA d'emprunts intérieurs pour des prévisions respectives de 100,0 milliards de francs CFA et 427,0 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à des taux de réalisation respectifs de 80,2% et 111,0%. Ces nouveaux engagements ont été affectés à hauteur de 1,2% pour les prêts projets et 98,8% pour les opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.1.3 Répartition des nouveaux engagements extérieurs

Les nouveaux engagements extérieurs représentent 14,5% du total des nouvelles signatures. Ces dernières enregistrent une baisse de 84,7% par rapport à leur niveau de l'année antérieure. Cette régression résulte de la diminution des engagements multilatéraux et de ceux envers le marché financier international.

Les nouveaux engagements multilatéraux se sont établis à 6,7 milliards de Francs CFA, soit 8,3% du montant total des engagements extérieurs. Comparativement à l'année 2021, les

nouveaux emprunts multilatéraux connaissent une baisse de 90,1% en raison de la diminution des financements auprès de plusieurs partenaires multilatéraux. En effet, pour l'année 2022, les nouvelles conventions multilatérales ont été signées uniquement auprès de la Banque Mondiale (BIRD). Ces fonds ont été orientés en totalité au bénéfice du secteur de la santé pour le financement additionnel du projet stratégique de préparation et de riposte Covid 19.

Pour ce qui est des nouvelles signatures bilatérales, elles se chiffrent à 73,5 milliards de Francs CFA et concentrent 91,7% du total des nouveaux emprunts. Ces fonds ont été totalement octroyé par l'Agence Française de Développement (AFD) et affectés au secteur de l'économie et Finances dans le cadre de prêt de soutien budgétaire.

2.1.1.4 Répartition des nouveaux engagements intérieurs

En 2022, les nouveaux engagements intérieurs se sont chiffrés à 474,0 milliards de Francs CFA, soit 85,5% du montant total de nouveaux engagements. Ils ont été exclusivement obtenus sur le marché financier régional et enregistrent un recul de 28,6% par rapport à son niveau antérieur en raison de la diminution des mobilisations sur ledit marché.

2.1.2 Conditions d'emprunt en 2022

Cette partie a pour objet de comparer les prévisions de la stratégie d'endettement public en 2022 aux réalisations en matière de devises et de termes des nouveaux engagements.

2.1.2.1 Nouveaux engagement en devises 2022

En 2022, les nouveaux emprunts ont été signés essentiellement en Francs CFA et en Euro pour respectivement 80,2 milliards de francs CFA et 474,0 milliards de francs CFA.

Les nouvelles signatures en Euro se sont chiffrées à 80,2 milliards de francs CFA contre 75,0 milliards de Francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 106, 9%. Ces emprunts semi-concessionnels ont été signés auprès des créanciers multilatéraux et bilatéraux.

D'un montant de 474,0 milliards de Francs CFA, les nouvelles conventions en Francs CFA ont été prévues à 427,0 milliards de Francs CFA, ce qui équivaut à un taux de réalisation de 111,0%. Ces financements ont été mobilisés exclusivement sur le marché financier régional.

2.1.2.2. Termes moyens des nouveaux engagements en 2022

En 2022, les termes moyens des nouveaux engagements se sont situés à 5,6 ans pour la maturité, 2,7 ans pour le délai de grâce et 4,2% pour le taux d'intérêt contre des prévisions respectives de 9,7 ans, 4,7ans et de moins de 5%. Ces termes ne sont pas conformes à la prévision pour ce qui est de la maturité et du différé moyens. Cependant, le taux d'intérêt moyen respecte la prévision stratégique. En comparaison à l'année 2021, la maturité et le différé moyen se dégradent du fait de des conditions d'emprunts défavorables obtenues sur

les emprunts extérieurs et intérieurs. En revanche, le taux d'intérêt moyen s'améliore du fait de conditions favorables obtenues sur les nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs.

Les termes moyens des nouveaux engagements extérieurs se sont établis à 20,0 ans pour la maturité, 4,8 ans pour le différé et 2,1% pour le taux d'intérêt. A l'exception du délai de grâce moyen qui n'est pas conforme à la prévision, la durée de remboursement et le taux d'intérêt respectent la prévision stratégique. La maturité et le taux d'intérêt s'apprécient de 9,5 ans et de 4,4 points de base par rapport à l'année 2021. Cette situation se justifie par les conditions favorables obtenues sur les prêts multilatéraux et bilatéraux. A contrario, le délai de grâce se déprécie de 3,5 ans en raison des conditions d'emprunts peu favorables obtenues sur les emprunts multilatéraux.

Les termes moyens de nouveaux engagements intérieurs se fixent à 3,2 ans pour la maturité, 2,4 ans pour le différé et 4,5% pour le taux d'intérêt contre respectivement 5,0 ans, 4,0 ans et moins de 5,0% prévus. Seul le taux d'intérêt a été conforme aux prévisions contenues dans la stratégie d'endettement. Comparativement à l'année antérieure, la maturité et le différé moyen se dégradent en raison des conditions peu favorables obtenues sur le marché financier régional tandis que le taux d'intérêt moyen s'améliore légèrement.

TABLEAU N°4 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2022

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	13,2	5,3	- de 5,0%	20,0	4,8	2,1
Bilatéral	17,0	5,0	- de 5,0%	20,0	5,0	2,0
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	20,0	3,0	3,3
Commercial	7,3	2,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	5,0	4,0	- de 5,0%	3,2	2,4	4,5
Marché Financier Régional	5,0	4,0	- de 5,0%	3,2	2,4	4,5
Ensemble	9,7	4,7	- de 5,0%	5,6	2,7	4,2

2.1.2.3 Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2022

En 2022, le risque de taux de change du portefeuille de la dette publique demeure maîtrisé en raison du poids important des monnaies à taux de change fixe qui concentrent 85,5% pour le Franc CFA et 14,5% pour ce qui est de l'Euro.

Le risque de taux d'intérêt pour sa part est maîtrisé. En effet, la part des nouveaux emprunts contractés à taux de change fixe représente 98,8% du portefeuille de la dette tandis que celle à taux de change flottant ne représente que 1,2%.

Par ailleurs, le portefeuille de la dette est exposé au risque de refinancement du fait des faibles niveaux de la maturité et du différé moyens qui se fixent respectivement à 5,6 ans et 2,7 ans.

En somme, les directives de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille des nouveaux emprunts sont plus ou moins conformes.

2.2 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2022

Au 31 décembre 2022, les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se sont chiffrés à 839,6 milliards de francs CFA contre une prévision de 638,9 milliards de francs CFA contenue dans la Loi de Finances Rectificative, soit un taux de réalisation de 131,4%. Cette forte mobilisation est majoritairement portée par les ressources obtenues sur le marché financier régional. En outre, les tirages sur FINEX et FININ connaissent un recul de 32,4% par rapport à leur niveau de l'année précédente.

TABLEAU N°5 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2022

En Milliards de Francs CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	287,5	365,6	78,2
Bilatéral	67,5	50,8	-16,7
Multilatéral	215,9	311,8	95,9
Commercial	4,1	3,0	-1,1
Marché Financier International	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	351,4	474,0	122,6
Bancaire	0,0	0,0	0,0
Marché Financier Régional	351,4	474,0	122,6
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	638,9	839,6	200,7

2.2.1 Décaissements sur financements extérieurs

Les tirages sur financements extérieurs à fin 2022 se sont élevés à 365,6 milliards de francs CFA contre 287,5 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 127,2%. Ce résultat s'explique par la forte mobilisation des ressources obtenues auprès des créanciers multilatéraux.

Les décaissements réalisés auprès des partenaires bilatéraux se sont établis à 50,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 67,5 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 75,3%. Ce niveau de ressources se justifie par des tirages moins importants réalisés auprès des partenaires français et par l'absence de mobilisations auprès des partenaires chinois.

Les tirages effectués auprès des partenaires multilatéraux se chiffrent à 311,8 milliards de francs CFA pour une prévision 215,9 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 144,4%. Cette situation s'explique par des niveaux importants des décaissements obtenus auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), de la Banque Mondiale (BIRD), du Fonds d'Investissement du Développement Agricole (FIDA), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Islamique de Développement (BID) et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Les ressources mobilisées auprès des créanciers commerciaux s'établissent à 3,0 milliards de francs CFA contre 4,1 milliards de francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 73,8%. Ce niveau de réalisation provient des décaissements moins importants obtenus auprès de la banque espagnole UKF Santander.

Dans l'ensemble, les décaissements sur financements extérieurs ont été majoritairement mobilisés auprès des partenaires multilatéraux. En effet, ces tirages représentent 85,3% du total des tirages extérieurs tandis que les créanciers bilatéraux et commerciaux concentrent respectivement 13,9% et 0,8% du montant total des tirages extérieurs.

2.2.2 Décaissements sur financements intérieurs

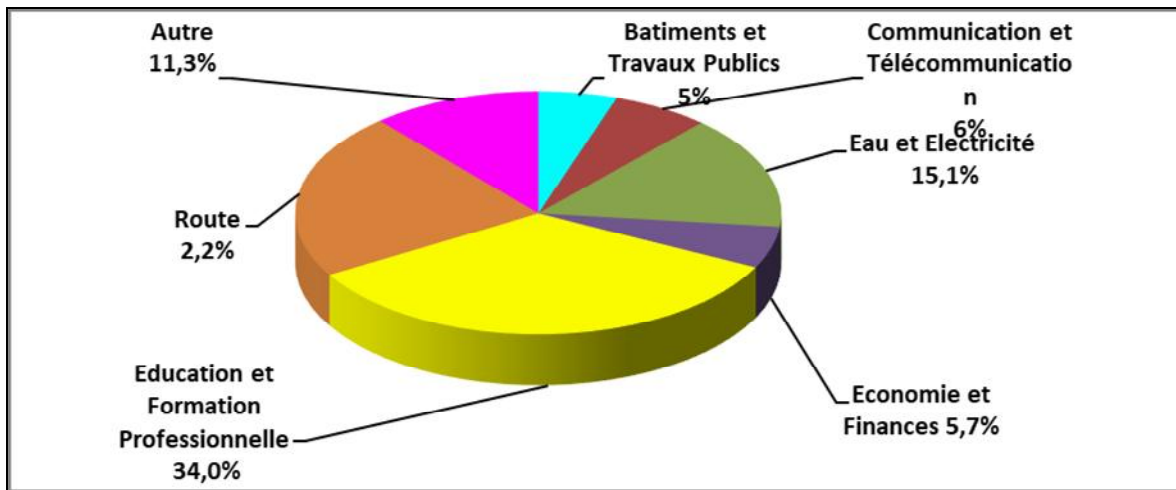
Prévus à 351,4 milliards de francs CFA en 2022, les décaissements sur financements intérieurs ont été réalisés à hauteur de 474,0 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 134,9%. Cette forte mobilisation résulte de la confiance et de l'attrait des investisseurs envers les titres publics gabonais. Par ailleurs, les tirages effectués sur les financements intérieurs augmentent de 6,8% par rapport à son niveau de 2021.

Les tirages obtenus sur l'intérieur ont été exclusivement levés sur le marché financier régional. Ainsi, ces mobilisations sont composées de 299,0 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor Assimilable repartis en 151,1 milliards de francs CFA pour 3,0 ans de maturité, 56,5 milliards de francs CFA pour 4,0 ans de maturité, 83,9 milliards de francs CFA pour 5,0 ans de maturité, 7,6 milliards de francs CFA pour 10,0 ans de maturité et de 175,0 milliards de francs CFA d'Emprunt Obligataire dont 100 milliards de francs CFA d'appel public à l'épargne et 75 milliards de francs CFA de titrisation.

2.2.3 Affectation des décaissements en 2022

En 2022, les tirages effectués au profit des prêts-projets représentent 10,2% du montant total des décaissements et ceux orientés vers l'équilibre budgétaire concentrent 89,8% desdits tirages contre respectivement 20,3% et 79,7% prévus dans la loi de finances rectificative 2022.

GRAPHIQUE N°6: DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2022 **(EN POURCENTAGE)**



2.2.4 Décaissements sur prêt-projets

Le montant des tirages sur prêts-projets s'est chiffré à 85,7 milliards de francs CFA et a été orienté à la réalisation de vingt (20) projets contre dix-huit (18) inscrits dans la loi de finances rectificative 2022. Ces décaissements ont financé les projets relatifs à la Réhabilitation du Transgabonais, au projet d'appui à l'employabilité des jeunes, au renforcement des structures sanitaires, au projet de développement agricole, au programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville, au projet .E-Gabon, au développement de la Statistique, à l'accès au service de base et au renforcement des capacités des services ruraux, à l'appui à la diversification de l'Economie gabonaise et l'Appui au Programme Graine.

En revanche, les projets concernant la construction des salles de classe, le renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, le réaménagement de la route Transgabonais (SAG) qui n'ont pas été prévu, ont toutefois bénéficiés de tirages.

Ces tirages ont été orientés vers neuf (9) secteurs d'activités à savoir l'agriculture, la pêche et l'élevage, la communication et télécommunication, les bâtiments et travaux publics (BTP), l'eau et l'électricité, la santé, la route, l'éducation et la formation professionnelle, le transport, et l'économie et finances.

Le secteur de la Route bénéficie de 19,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 5,8 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 328,4%. Ces financements ont été orientés vers les projets de réaménagement de la route Transgabonaise et la conception et réalisation des travaux routiers.

Le secteur de l'Education et Formation Professionnelle quant à lui, totalise 29,2 milliards de francs CFA pour une prévision de 34,6 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 84,3%. Ces financements ont été orientés vers la consolidation des projets relatifs à la construction de salles de classe et au renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes.

Quant au secteur de la Santé, il absorbe 4,4 milliards de francs CFA contre 2,2 milliards de francs CFA prévus, ce qui correspond à un taux de réalisation de 196,8%. Ces tirages ont été orientés vers le renforcement des structures sanitaires et l'appui sanitaire à la Covid-19.

Pour ce qui est du secteur de l'Eau et l'Electricité, il englobe 12,9 milliards de francs CFA pour une prévision de 25,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 51,3%. Ces mobilisations ont été orientées à la réalisation du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable à Libreville et au Développement des services de base en milieu rural.

Prévu à 5,7 milliards de francs CFA, les tirages au profit du secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage se sont élevés à 3,3 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 57,5 milliards de francs CFA. Ces fonds ont servi à financer les projets relatifs au développement agricole rural et à l'appui au programme Graine.

Concernant le secteur de l'Economie et Finances, les décaissements se sont chiffrés à 4,8 milliards de francs CFA pour 11,0 milliards de francs CFA prévus, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 44,0%. Ces financements ont été alloués au Développement de la Statistique et à la Diversification de l'économie.

Le montant des tirages des secteurs restants à savoir le Transport, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), la Communication et les Télécommunications, s'établit à 12,1 milliards de francs CFA contre 45,5 milliards de francs CFA prévus, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 26,6%. Ces décaissements ont été orientés à la poursuite du projet E-GABON, à la Réhabilitation du Transgabonais, au Projet d'appui au secteur transport, au Programme de développement des infrastructures et à l'Assainissement de la ville de Libreville.

2.2.5 Décaissements sur emprunts d'équilibre

Les décaissements sur emprunts d'équilibre se sont élevés à 753,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 508,9 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 148,1%. Ces mobilisations ont servi à l'appui aux réformes économiques et au financement du Programme d'Accélération et de la Transformation (PAT).

2.2.6 Décaissements en devises en 2022

Les décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs en 2022 ont été effectués principalement en Francs CFA et en Euro pour respectivement 84,3% et 15,7% du montant total des tirages. Ainsi, aucun décaissement n'a été réalisé en monnaie à change variable.

Par ailleurs, les tirages réalisés en Euro et en Francs CFA augmentent respectivement de 10,8% et 25,3% par rapport à leurs niveaux de l'année précédente.

2.3 Termes moyens des décaissements sur FINEX et FININ en 2022

En 2022, la maturité, le différé et le taux d'intérêt moyens se sont établis respectivement à 6,8 ans, 2,7 ans et 5,4% contre respectivement 5,9 ans, 4,5 ans et 5,4% en 2021. Comparativement à l'année précédente, la maturité moyenne s'améliore tandis que le différé se dégrade et le taux d'intérêt reste stable.

Pour ce qui est des FINEX, les termes moyens s'établissent à 13,3 ans, 3,7 ans et 6,5 ans respectivement pour la maturité, le délai de grâce et le taux d'intérêt. La maturité moyenne enregistre une hausse de 4,7 ans par rapport à 2021 en raison de l'allongement de la durée de remboursement des emprunts multilatéraux. Le différé et le taux d'intérêt, quant à eux se dégradent respectivement de 2,0 ans et de 1,2 points de base suite à la diminution du différé moyens des emprunts bilatéraux d'une part et à l'augmentation des taux d'intérêts de ces mêmes créanciers.

La maturité, le délai de grâce et le taux d'intérêt moyens des décaissements sur emprunts bilatéraux se sont fixés respectivement à 4,2 ans, 0,4 ans et 3,9% contre 11,0 ans, 2,0 ans et 1,0% l'année précédente. Ces termes se déprécient par rapport à l'année précédente respectivement de 6,8 ans, 1,6 ans et 2,9 point de base.

La durée de remboursement, le différé et le taux moyens des décaissements effectués sur les prêts multilatéraux se sont situés respectivement à 14,8 ans, 4,2 ans 7,0% contre 6,0 ans, 0,1 et 0,7 an et 1,4% en 2021. La maturité, le délai de grâce et le taux d'intérêt moyen se dégradent.

La maturité et le taux d'intérêt moyens des décaissements réalisés sur les emprunts commerciaux s'établissent à 8,9 ans et 3,6% contre 9,9 ans et 0,3% l'année précédente. Ces termes enregistrent une baisse par rapport à l'année antérieure pour ce qui est de la maturité et une amélioration pour le taux d'intérêt.

Les termes des tirages effectués sur les emprunts intérieurs ressortent avec une maturité et un délai de grâce moyens de 1,9 an contre 3,4 ans en 2021. Le taux d'intérêt quant à lui se situe à 4,5% contre 5,5% en 2021. Ces termes se dégradent pour ce qui est de la maturité et du différé tandis que le taux d'intérêt s'améliore.

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2022

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	13,3	3,7	6,5
Bilatéral	4,2	0,4	3,9
Multilatéral	14,8	4,2	7,0
Commercial	8,9	0,0	3,6
Marché Financier International	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	1,9	1,9	4,5
Marché Financier Régional	1,9	1,9	4,5
Ensemble	6,8	2,7	5,4

3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2022

Le service de la dette publique se chiffre à 1053,7 milliards de francs CFA contre une prévision de 1005,4 milliards de francs CFA, ce qui correspond à un taux de réalisation de 104,8%. Ce résultat s'explique principalement par les paiements plus importants du service intérieur. Par ailleurs, ce service se compose de 404,2 milliards de francs CFA de dette extérieure et 649,5 milliards de francs CFA de dette intérieure, soit respectivement 38,4% et 61,6% du service total. En comparaison à l'année antérieure, le service de la dette publique baisse de 15,2%. Cette diminution est relative à la baisse du service extérieur.

En 2022, les paiements de la dette publique se sont élevés à 1042,6 milliards de francs CFA, dont 393,1 milliards de francs CFA de règlements extérieurs et 649,5 milliards de francs CFA de paiements intérieurs dont 4,4 milliards de francs CFA de dette garantie. Les arriérés au titre de la dette publique se situent à 61,8 milliards de francs CFA et sont dus exclusivement aux créanciers extérieurs.

TABLEAU N°7 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2022

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	235,5	168,7	404,2
Dettes Bilatérales	78,5	21,2	99,7
dont Club de Paris	0,0	0,0	0,0
Dettes Multilatérales	75,9	29,9	105,8
Dettes Commerciales	65,5	8,7	74,3
Marché Financier International	15,5	108,9	124,4
Dettes Intérieures	508,7	140,8	649,5
Bancaire	87,1	36,8	124,0
Divers	0,0	0,0	0,0
Moratoire	173,1	0,0	173,1
Marché Financier Régional	248,5	104,0	352,5
Total Service de la Dette Publique	744,2	309,5	1053,7

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2022

Chiffré à 404,2 milliards de francs CFA, le service de la dette publique extérieure représente 38,4% du service total. Il régresse de 330,1 milliards par rapport à l'année 2021 où il s'élevait à 734,2 milliards de francs CFA. Ce résultat s'explique principalement par les remboursements anticipés des Eurobond arrivant à échéance en 2024, 2025 et 2031. Aussi, ce service se compose de 235,5 milliards de FCA de principal et 168,7 milliards de francs CFA d'intérêts.

Le service réalisé en faveur des créanciers bilatéraux s'établit à 99,7 milliards de francs CFA contre 83,8 milliards de francs CFA l'année précédente. Il représente 24,7% du service de la dette publique extérieure. Ce service enregistre une hausse de 15,9 milliards de francs CFA, soit 19,0%. Cette situation s'explique principalement par le poids du service au profit des créanciers chinois.

Pour ce qui est du service de la dette multilatérale, il se chiffre à 105,8 milliards de francs CFA soit 26,2% du total du service de la dette extérieure. Il augmente de 15,3 milliards de francs CFA par rapport à l'année précédente où il était de 90,5 milliards de francs CFA. Cette tendance, découle du service effectué au bénéfice du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

Le service de la dette commerciale se situe à 74,3 milliards de francs CFA et concentre 18,4% de l'ensemble du service extérieur. Ce dernier qui était de 63,9 milliards de francs CFA en 2021 croît de 19,2% suite à l'augmentation du service en faveur des créanciers égyptiens, espagnols, chinois et israéliens.

D'un montant de 124,4 milliards de francs CFA, le service envers le marché financier international diminue de 74,9% par rapport à 2021 où il se situait à 496,0 milliards de francs CFA et correspond à 30,8% du service extérieur total. Cette baisse s'explique par le fait que le montant décaissé a été consacré majoritairement aux paiements de la charge de la dette pour les Eurobonds arrivant à échéance 2024, 2025 et 2031.

Les paiements extérieurs s'élèvent à 393,1 milliards de francs CFA. Ils se composent de 388,7 milliards de francs CFA au titre de la dette extérieure directe et 4,4 milliards de francs CFA de dette garantie. Par ailleurs, les arriérés s'élèvent à 61,8 milliards de francs CFA au titre des échéances passées.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2022

Les remboursements en principal sur les créanciers extérieurs s'établissent à 342,3 milliards de francs CFA contre 683,5 milliards de francs CFA en 2021, ce qui représente une baisse de 49,9%. L'amortissement de la dette extérieure est composé comme suit 8,3% de dettes envers le marché financier international, 35,7% de prêts multilatéraux, 32,6 % de dette bilatérale et de 23,4% de dette commerciale.

L'amortissement au titre de la dette bilatérale s'élève à 76,5 milliards de francs CFA. Il est principalement remboursé à Eximbank China et à l'Agence Française de Développement pour respectivement 82,0% et 12,3% du montant total des remboursements bilatéraux.

L'amortissement de la dette multilatérale se chiffre à 91,6 milliards de francs CFA. Il est majoritairement effectué en faveur de la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Islamique de Développement (BID), et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour respectivement 39,4%, 25,5%, 12,5% et 14,0% du montant total des remboursements multilatéraux.

Les remboursements de la dette commerciale se chiffrent à 43,6 milliards de francs CFA et sont majoritairement payés auprès d' Afreximbank, Société Générale, Unicredit et la

Banque Industrielle et Commerciale de Chine pour respectivement 15,8%, 16,6%, 21,0% et 20,4% du montant total des remboursements commerciaux.

L'amortissement de la dette envers le marché financier international s'établit à 15,5 milliards de francs CFA.

3.1.2. Charges de la dette publique extérieure en 2022

Les charges financières de la dette publique extérieure s'élèvent à 156,2 milliards de francs CFA contrairement à l'année 2021 où elles étaient de 160,2 milliards de francs CFA, soit une baisse de 2,5 points de base. Le paiement des intérêts de la dette extérieure se décompose ainsi qu'il suit: 69,7% de dettes envers le marché financier international, 16,1% de prêts multilatéraux, 10,2 % de dette bilatérale et de 3,9% de dette commerciale

Les intérêts relatifs à la dette bilatérale se chiffrent à 15,9 milliards de francs CFA et ont été payé principalement à Eximbank China et à l'Agence Française de Développement pour respectivement 84,0% et 16,0% du montant total des intérêts bilatéraux

Les charges financières concernant la dette multilatérale s'élèvent à 25,2 milliards de francs CFA. Elles sont principalement payées auprès du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Islamique de Développement (BID), et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour respectivement 34,5%, 18,4% et 25,6% du montant total de la charge d la dette multilatérale.

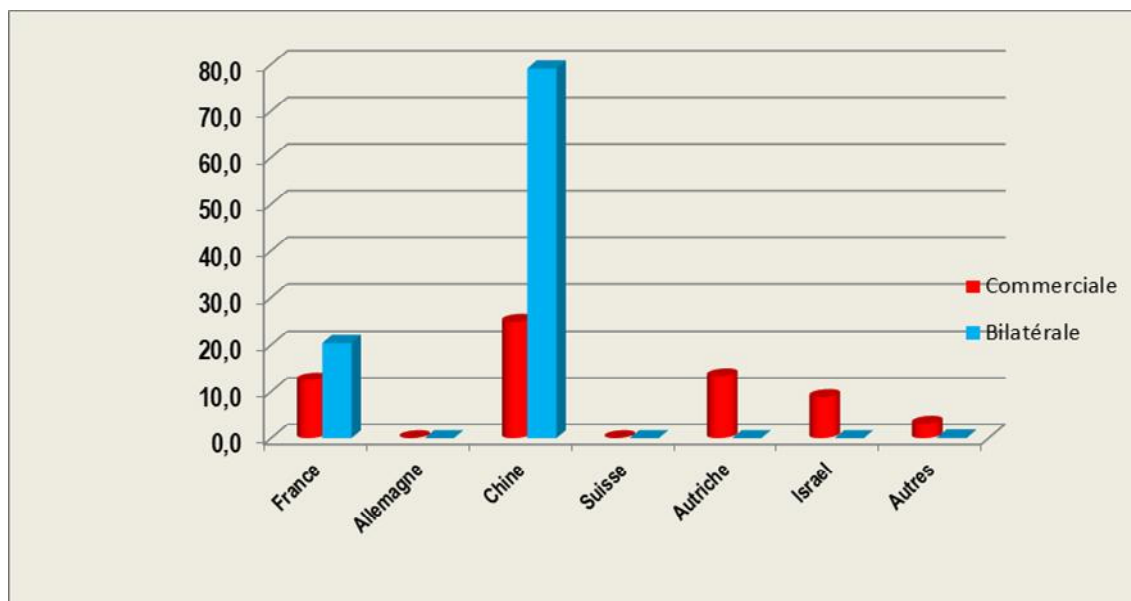
Le paiement des intérêts sur la dette commerciale s'établit à 6,2 milliards de francs CFA et effectué majoritairement auprès d'Afreximbank, , Unicredit, la China Construction Bank Corporation et la Banque Industrielle et Commerciale de Chine pour respectivement 22,9%, 18,2%, 13,3% et 22,6% du montant total de la charge commerciale

Le paiement des intérêts sur le marché financier international se chiffrent à 108,9 milliards de francs CFA

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2022

Le service de la dette bilatérale et commerciale s'élève à 178,4 milliards de francs CFA en 2022. Ce service est dû majoritairement à cinq (5) pays à savoir la France, la Chine, l'Egypte, l'Autriche et Israël. Ces derniers totalisent 155,3 milliards de francs CFA en 2022 contre 134,8 milliards de francs CFA l'année précédente en excluant l'Egypte. Par ailleurs, ces pays restent les principaux partenaires du Gabon avec 87,1% du service bilatéral et commercial. Ainsi, la France bénéficie de 18,4% de ce service, la Chine de 47,3%, l'Egypte de 8,9%, l'Autriche de 7,5%, et l'Israël de 5,0%. Les 13,0% restants se répartissent entre Royaume-Uni, Espagne et le Canada.

**GRAPHIQUE N°7: SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2022
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



Le service de la dette publique extérieure est principalement composé de cinq (5) monnaies que sont l’Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY) et le Franc CFA (XAF). Le service en Euro et en Dollar représente respectivement 27,9% et 59,3% du total du service extérieur par monnaie, soit globalement 87,2%. Les devises restantes concentrent 12,8% de ce service. Le XAF représente 3,3% du service total de la dette publique extérieure.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2022

En 2022, le service de la dette publique intérieure se chiffre à 649,5 milliards de francs CFA contre 508,3 milliards de francs CFA en 2021. Il augmente de 141,0 milliards de francs CFA du fait essentiellement de l’importance des remboursements en faveur de la dette bancaire et du marché financier régional.

D’un montant de 124,0 milliards de francs CFA, le service de la dette bancaire représente 19,1% du service intérieur. Comparativement à l’année 2021 où il était de 90,0 milliards de francs de CFA, ce service augmente de 34,0 milliards de francs de CFA. Cette situation est relative à l’augmentation du service réalisé en faveur de la Banque Gabonaise et Française International (BGFI), de la Banque des Etats de l’Afrique Centrale (BEAC) et de la Banque Internationale pour le Commerce au Gabon (BICIG).

Le service sur la dette moratoire s’élève à 173,1 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 26,6% du service intérieur. Ce service régresse de 1,1 milliard de francs CFA par rapport à l’année 2021 grâce aux conclusions des travaux de la Task Force sur la dette extérieure.

Pour ce qui est du service de la dette envers le marché financier régional, il s'élève à 352,5 milliards de francs de CFA et représente 54,3% du service intérieur. Comparé à son niveau de l'année 2021, ce service progresse de 108,2 milliards de francs CFA. Cet accroissement provient de l'augmentation du service au titre des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) émise par le Gabon sur le marché des titres publics à souscription libre.

S'agissant des paiements de la dette intérieure, ils s'élèvent à 649,5 milliards de francs CFA. Aucun arriéré n'est enregistré au titre de la dette intérieure.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2022

Les remboursements en principal sur les créanciers intérieurs s'établissent à 508,7 milliards de francs CFA contre 389,0 milliards de francs CFA en 2021, ce qui représente une hausse de 30,8%. L'amortissement de la dette intérieure est de 17,1% de dettes envers les banques locales, 34,0% de dette moratoire et 48,8% de dette envers le marché financier régional.

L'amortissement au profit des créanciers bancaires s'élève à 87,1 milliards de francs CFA, 173,1 milliards de francs CFA pour la dette moratoire et 248,5 milliards de francs CFA pour la dette envers les porteurs de bons d'Etat. Comparativement à l'année 2021, les règlements en principal sur les dettes bancaire et du marché financier régional croissent respectivement de 49,7% et 58,6%. Celui de la dette bancaire recule de 0,6%.

3.2.2. Charges de la dette publique intérieure en 2022

La charge financière de la dette publique intérieure s'établit à 140,8 milliards de francs CFA. Comparé à l'année 2021 où elle se situait à 119,4 milliards de francs CFA, ce montant est en augmentation de 21,5 milliards de francs CFA. Cette dernière découle de la hausse des intérêts payés au secteur.

Les charges de la dette du secteur bancaire s'élèvent à 36,8 milliards de francs CFA et envers le marché financier régional à 104,0 milliards de francs CFA. Ces intérêts représentent respectivement 26,2% et 73,8% des intérêts intérieurs. En comparaison à leur niveau de 2021, les intérêts envers le marché financier régional progressent de 18,7% et ceux de la dette bancaire décroissent de 16,0%.

4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2022

Le stock de la dette publique en 2022 se fixe à 7131,6 milliards de francs CFA dont 4523,8 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2607,7 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il est en augmentation de 4,8% par rapport à 2021 en raison de l'accroissement plus rapide des engagements extérieurs.

TABLEAU N°8: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2022

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	4 523,9
Dettes Bilatérales	845,4
Dettes Multilatérales	1 908,5
Dettes Commerciales	204,6
Marché Financier International	1 565,4
Dettes Intérieures	2 607,7
Bancaire	873,3
Divers	0,0
Moratoires	221,3
Marché Financier Régional	1 513,2
Total Encours de la Dette Publique	7 131,6

4.1 Encours de la dette publique par source de dette à fin 2022

4.1.1 Encours de la dette publique extérieure à fin 2022

L'encours extérieur s'élève à 4523,9 milliards de francs CFA, soit 63,4% du montant total de l'encours. Il progresse de 6,7% par rapport à son niveau de l'année précédente en raison de l'évolution des engagements multilatéraux et ceux envers le marché financier international.

La dette bilatérale s'établit à 845,4 milliards de francs CFA, soit un niveau quasiment identique à celui de 2021. Aussi, cette catégorie de dette représente 18,7% du total de l'encours extérieur.

La dette multilatérale se chiffre à 1908,5 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à 42,2% du total extérieur. Cette dernière enregistre une hausse de 13,2% dû principalement à l'augmentation des engagements nets obtenus auprès de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International comparativement à 2021.

D'un montant de 204,6 milliards de francs CFA, l'encours de la dette commerciale régresse de 7,3% par rapport à son niveau de 2021. Cette situation s'explique par les paiements importants envers les partenaires autrichiens, espagnols et chinois. Par ailleurs, la dette commerciale concentre 4,5% du total extérieur.

L'encours sur le marché financier international, quant à lui, croit de 5,0% par rapport à son niveau de l'année antérieure pour s'élever à 1565,4 milliards de francs CFA en 2022. Cette augmentation est la conséquence de l'évolution du taux de change notamment le Dollars américain. En outre, l'encours sur le marché financier international concentre 34,6% du montant total de la dette extérieure.

4.1.2 Encours de la dette publique intérieure à fin 2022

Le stock de la dette publique intérieure se chiffre à 2607,7 milliards de francs CFA, soit 36,6% du montant total de l'encours. Ce dernier progresse de 1,6% par rapport à son niveau de 2021 en raison de l'augmentation des engagements nets sur le marché financier régional.

La dette bancaire s'élève à 873,3 milliards de francs CFA et concentre 33,5% du total intérieur. Cette dernière décroît de 1,4% comparativement à l'année antérieure.

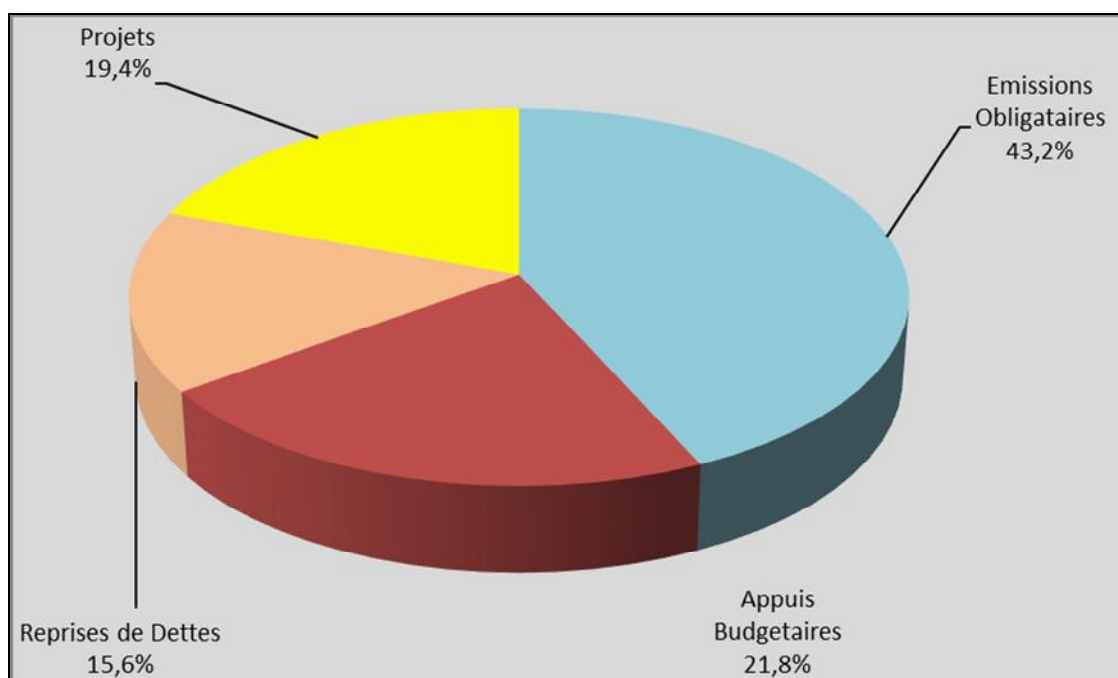
D'un montant de 221,3 milliards de francs CFA, la dette moratoire baisse de 43,9% par rapport à l'année précédente et englobe 8,5% du total de l'encours intérieur. Cette situation s'explique par les règlements des fournisseurs et prestataires de l'Etat.

Le montant de l'encours envers le marché financier régional s'établit à 1513,2 milliards de francs CFA et croit de 17,5%. Aussi, la dette envers le marché régional représente 58,0% du total de l'encours intérieur.

4.2 Encours de la dette publique par affectation à fin 2022

A fin 2022, la dette publique par affectation se constitue de 1387,1 milliards de francs CFA de prêts projets et de 5744,6 milliards de francs CFA de prêts hors projets, soit respectivement 19,4% et 80,6% du montant total de l'encours. Comparativement à 2021, l'encours projets baisse de 7,2% tandis que l'encours de la dette hors projet progresse de 8,1%.

**GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2022
(EN POURCENTAGE)**



4.2.1 Encours de la dette publique par projet à fin 2022

L'encours de la dette publique par projet s'élève à 1387,1 milliards de francs CFA et comprend 62 projets regroupés en 11 secteurs d'activités.

L'encours de la dette publique relatif aux secteurs de soutien à la production s'établit à 860,6 milliards de francs CFA, soit 62,0% du total de la dette par projets et concerne les secteurs de la Route, l'Eau et l'Electricité, Agriculture, Elevage et Pêche, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), et le Transport. Comparativement à 2021, cet encours régresse de 5,0% en raison de la baisse des financements liés aux secteurs de la Route, de Transport, de Bâtiments et Travaux Publics.

Le secteur de la route totalise 504,3 milliards de francs CFA pour neuf (09) projets dont les plus significatifs sont le Programme Routier Phase 1, la Route Akiéni-Okondja, la Route Port-Gentil-Ombooue et le pont sur l'Ogooué à Boué, la Réhabilitation de la Route Ndjolé-Medoumane, l'Aménagement de la Route Ovan-Makokou, la Transgabonaise, et la Route Lalara-Koumameyong. Ces projets concentrent respectivement 10,9%; 7,0%; 62,6%; 8,5%; 5,3%; 3,2% et 2,1% du montant total du secteur routier.

Le montant alloué au secteur de l'eau et l'électricité se chiffre à 205,9 milliards de francs CFA et comprend six (06) projets dont les plus importants sont le Barrage Grand Poubara, le Transport de l'Energie Electrique, Programme Alimentation Eau et la Centrale Alénakiri Phase 2 avec respectivement 52,9%; 26,8%; 11,9% et 7,1% du montant total dudit secteur.

Le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) comprend dix (10) projets pour un montant de 75,8 milliards de francs CFA dont les plus significatifs sont la Conception et réalisation des travaux d'aménagement des conditions de circulation dans la ville de LBV Programme de développement des infrastructures; l'Aménagement des Bassins Versants l'Assainissement de la Ville de Port-Gentil, avec respectivement 30,0%; 26,2%; 21,0%; 7,1% du total dudit secteur.

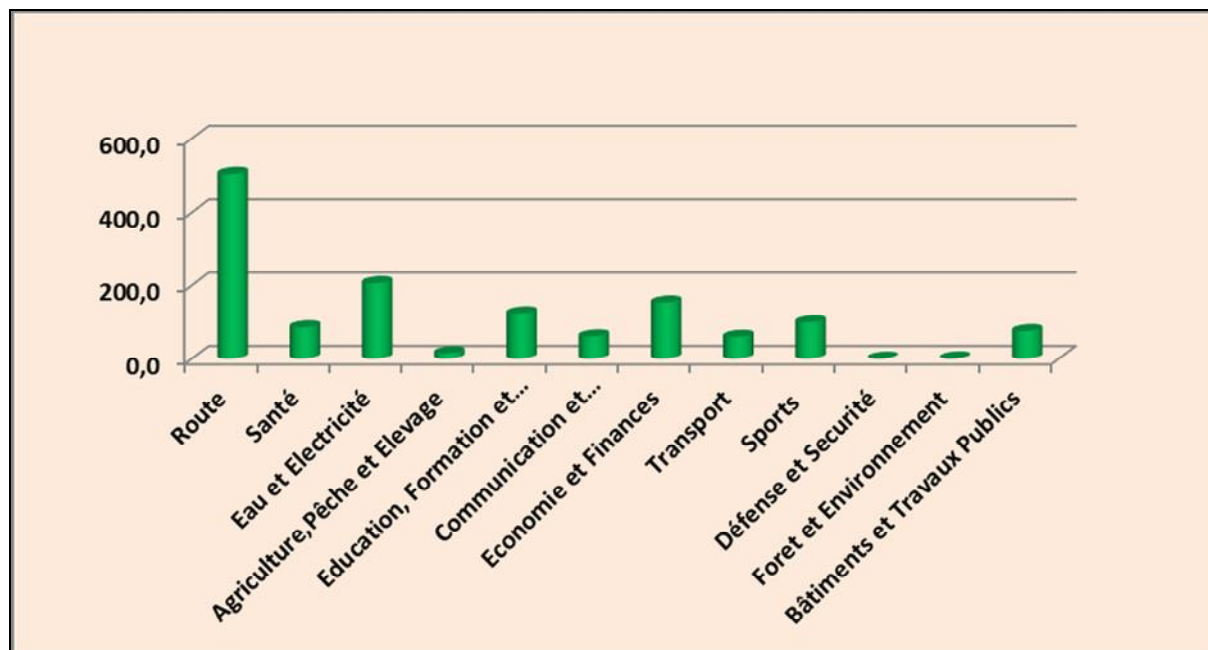
Le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage totalise 14,7 milliards de francs CFA et comprend cinq (5) projets dont les plus importants sont: le Projet de Développement Agricole; le Projet Appui au programme graine, le Projet de Développement Agricole Rural et le Projet Appui au secteur de la Pêche. Ils concentrent respectivement 35,7%; 23,8%; 22,7% et 14,4% du montant total de l'encours de ce secteur.

Le secteur des transports s'élève à 59,9 milliards de francs CFA, repartis entre deux (02) projets à savoir le Projet des Aéroports et la réhabilitation du Transgabonais avec respectivement 65,4% et 34,6% du montant total de ce secteur.

L'encours de la dette publique par projets relatifs au secteur social se chiffre à 210,7 milliards de francs CFA, soit 15,2% du total de l'encours par projets et concerne les secteurs de la Santé et de l'Education, la Formation et l'Emploi. Cet encours décroît de 19,5% par rapport à l'année précédente en raison de la diminution des financements des projets liés au secteur de l'Education, la Formation et l'Emploi.

Le montant restant, soit 315,8 milliards de francs CFA sont dédiés à quatre (04) secteurs d'activités subdivisés en vingt-deux (22) projets. L'encours des secteurs restants baisse de 3,4% par rapport à l'année précédente et concentre 22,8% du total de l'encours par projets.

GRAPHIQUE N°9 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2022 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2 Encours de la dette publique hors projets à fin 2022

La dette publique hors projets se chiffre à 5744,6 milliards de francs CFA dont 3078,6 milliards de francs CFA d'émissions obligataires, 1112,1 milliards de francs CFA de reprises des passifs et 1553,8 milliards de francs CFA d'appuis budgétaires, soit respectivement 53,6%, 19,4% et 27,0 % de l'encours hors projets.

La dette envers le marché financier international s'établit à 1565,4 milliards de francs CFA et croît de 10,8 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Elle se compose des Eurobonds à échéances 2024, 2025 et 2031. Pour ce qui est du montant de la dette envers le marché financier régional, il s'établit à 1513,2 milliards de francs CFA et comprend les obligations du Trésor assimilables (OTA) et les obligations du Trésor (OT).

Les reprises de dette, qui se composent entre autres des dettes moratoire et bancaire, baissent de 14,1% comparé à son niveau de 2021. Pour ce qui est du montant des appuis budgétaires, il croit de 25,3% par rapport à son niveau de l'année précédente.

4.2.3 Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2022

La structure du portefeuille de la dette publique en 2022 est constituée majoritairement des emprunts contractés à taux d'intérêts fixes, à maturités longues et à changes fixes.

4.2.4 Encours de la dette publique par monnaie à fin 2022

Avec 4841,6 milliards de francs CFA d'emprunts à taux de change fixe et 2290,0 milliards de francs CFA à taux de change variable, l'encours de la dette publique par monnaie progresse respectivement de 6,9% et 0,6% par rapport à son niveau antérieur. Aussi, la dette à change fixe représente 67,9% et la dette à change flottant 32,1%.

La dette à change fixe se compose de 3433,8 milliards de francs CFA de dette en monnaie locale et de 1407,9 milliards de francs CFA en Euro. Ces monnaies concentrent respectivement 48,1 % et 19,7% de l'encours total. Le Franc CFA reste la principale monnaie dans le portefeuille de la dette.

TABLEAU N° 9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2022

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	2 068,9
Euros (EUR)	1 407,9
Yuans Remimbi (CNY)	164,7
Dinnars Islamiques (IDI)	55,8
Francs CFA (XAF)	3 433,8
Autres	0,6
Total Encours	7 131,6

La dette à taux de change variable comprend 2068,9 milliards de francs CFA de dettes en Dollar américain et concentre 29,0% du montant de l'encours total. Les dettes en Yuan Renminbi et en Dinar Islamique se chiffrent respectivement à 164,7 milliards de francs CFA et 55,8 milliards de francs CFA, soit 2,3% et 0,8% du montant total de l'encours. Le reste des monnaies à taux de change flottant totalise 600 millions de francs CFA.

En définitive, le portefeuille de la dette publique demeure vulnérable aux fluctuations du Dollar Américain. En effet, la part de cette monnaie dans le total encours extérieur se fixe à 45,7%. Toutefois, cette exposition est atténuée par le poids relativement important de l'Euro et du Franc CFA dans la dette extérieure, soit respectivement 31,1% et 18,3%.

4.2.5 Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2022

4.2.5.1 Encours de la dette publique par type de taux

L'encours de la dette publique par type de taux d'intérêt est composé de 81,2% d'emprunts à taux d'intérêt fixe et de 18,8% d'emprunts à taux d'intérêt variable, soit respectivement 5792,7 milliards de francs CFA et 1338,9 milliards de francs CFA. Comparativement à leurs niveaux de 2021, la dette à taux fixe progresse de 16,9% alors que celle à taux variable recule de 27,6%.

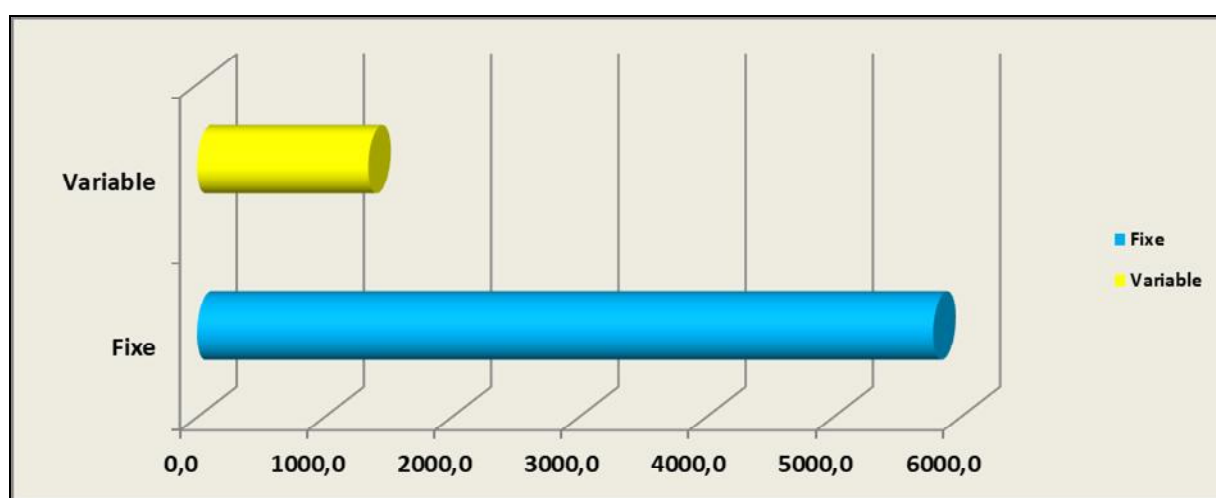
L'encours de la dette publique à taux d'intérêt variable comprend les engagements à taux d'intérêt Euribor et Libor. La dette à taux d'intérêt Euribor s'établit à 1211,9 milliards de

francs CFA et représente 90,5% du stock de la dette à taux d'intérêt variable. Elle est constituée de 87,1% d'emprunts Euribor six (06) mois et de 3,4% d'emprunts Euribor trois (03) mois. L'encours de la dette publique à taux d'intérêt Libor est exclusivement composé de Libor six (06) mois à hauteur de 9,5% de l'encours à taux d'intérêt flottant.

Par ailleurs, le taux d'intérêt moyen de l'encours de la dette publique sur l'année s'établit à 4,4%, soit une dégradation de 0,7 point de base par rapport à 2021 du fait des conditions onéreuses des financements bancaires.

En somme, le portefeuille de la dette publique en 2022 est exposé au risque de taux d'intérêt.

GRAPHIQUE N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2022 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.5.2 Encours de la dette publique par niveau de taux

En 2022, l'encours de la dette à taux d'intérêt inférieur ou égal à zéro (≤ 0) concentre 4,8% de l'encours total, soit 344,2 milliards de francs CFA. Il est constitué d'engagements contractés auprès des créanciers multilatéraux et bilatéraux.

L'encours de la dette dont le taux d'intérêt est compris entre 0,0 et 3,0% s'élève à 1958,0 milliards de francs CFA et représente 27,5% de l'encours total. Il comprend des dettes contractées auprès des créanciers multilatéraux et bilatéraux pour ce qui est de la dette extérieure. La dette intérieure pour sa part, se compose de la dette contractée auprès de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

L'encours de la dette à taux d'intérêt compris entre 3,0% et 6% s'établit à 2145,1 milliards de francs CFA, soit 30,1% de l'encours total. Il est composé de dettes commerciales, bilatérales et multilatérales pour ce qui est de la dette extérieure d'une part, et les dettes envers le secteur bancaire local et le marché financier régional pour ce qui est de la dette intérieure, d'autre part.

Le montant de la dette dont le taux d'intérêt se situe entre 6,0% et 10% s'élève à 2684,3 milliards de francs CFA, soit 37,6% de la dette totale. L'encours de la dette extérieure est composé de créances multilatérales, commerciales et envers le marché financier international. Quant à la dette intérieure, elle est constituée d'engagements signés avec les institutions bancaires locales et d'émissions sur le marché financier régional.

Dans l'ensemble, le taux d'intérêt de l'encours demeure en dessous de 5,0% conformément à la stratégie. Toutefois, la moitié de cet encours est composé des taux d'intérêt supérieurs au seuil stratégique.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2022

En Milliards de Francs CFA

Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	344,2
0,0 à 3%	1 958,0
3,0 à 6 %	2 145,1
6,0 à 10 %	2 684,3
Total Encours de la Dette Publique	7 131,6

4.2.6 Encours de la dette publique par maturité à fin 2022

Au terme de l'année, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique se fixe à 8,0 ans dont 10,3 ans pour l'encours extérieur et 4,1 ans pour l'encours intérieur. Comparativement à 2021, elle se déprécie de 0,5 an suite à la dégradation des maturités moyennes des dettes extérieure et intérieure.

Le niveau de la durée moyenne de l'encours extérieur est porté par les engagements multilatéraux et bilatéraux bien que ceux-ci connaissent également des légères dégradations à l'instar des autres catégories de dettes par rapport à 2021. Aussi, les maturités moyennes de ces engagements s'établissent respectivement à 13,8 ans et 10,6 ans. S'agissant des maturités moyennes des dettes commerciales et envers le marché financier international, elles se fixent à 4,3 ans et 6,7 ans.

Concernant la dette intérieure, la maturité moyenne est soutenue principalement par la durée moyenne des remboursements de la dette bancaire qui se situe à 6,8 ans. Les autres catégories de dettes notamment la dette moratoire et celle envers le marché financier régional ressortent respectivement avec des maturités de 3,0 ans et 2,7 ans. En comparaison à l'année précédente, seule la maturité moyenne la dette envers le marché financier régional connaît une très légère amélioration.

Avec 968,1 milliards de francs CFA, l'encours des emprunts dont les maturités moyennes sont comprises entre 0 et 2 ans représente 13,6% du total de l'encours. Il se compose des engagements bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et envers le marché financier international pour ce qui est de la dette extérieure et des prêts bancaires, et envers le marché financier régional pour ce qui concerne la dette intérieure.

D'un montant de 1656,7 milliards de francs CFA, l'encours des emprunts dont les maturités moyennes sont comprises entre 0 et 5 ans représente 23,2% du total de l'encours. Il se compose des engagements bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et envers le marché financier international pour ce qui est de la dette extérieure et des prêts bancaires, et envers le marché financier régional pour ce qui concerne la dette intérieure.

L'encours des prêts ayant une durée moyenne comprise entre 5,0 et 10 ans, se chiffre à 2295,1 milliards de francs CFA et concentre 32,2% du montant total de l'encours. Il est constitué d'emprunts envers les créanciers bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et le marché financier international pour la dette extérieure et des créances envers le marché financier régional et la dette bancaire pour ce qui est de la dette intérieure.

Le montant des dettes dont la maturité moyenne se situe entre 10,0 et 20 ans est de 2300,2 milliards de francs CFA, soit 32,3% du total de la dette publique. Il comprend les créances bilatérales et multilatérales pour la dette extérieure.

TABLEAU N° 11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2022

Période	Montant
0 à 2 ans	879,6
2,0 à 5 ans	1 656,7
5,0 à 10 ans	2 295,1
10,0 à 20ans	2 300,2
Plus de 20,0 ans	0,0
Total Encours de la Dette Publique	7 131,6

5 INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022

Le taux d'endettement, la pression du service et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires constituent les principaux indicateurs d'analyse d'endettement public.

TABLEAU N°12 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022

En Pourcentage

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	56,7	54,3	-2,5
Service/Recettes budgétaires	44,6	47,4	2,8
Intérêts/Recettes budgétaires	13,7	13,9	0,2

5.1 Taux d'endettement public en 2022

Le taux d'endettement public s'est élevé à 54,3% au 31 décembre 2022 pour une prévision de 56,7%. Ce dernier connaît une baisse de 6,4 points de pourcentage en raison de la progression plus rapide du PIB par rapport à l'évolution de l'encours.

5.2 Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2022

A fin 2022, la pression du service de la dette s'est fixée à 47,4% contre une prévision de 44,6%. En comparaison à l'année antérieure, ce ratio baisse de 18,1 points de pourcentage du fait de la hausse plus importante des recettes budgétaires par rapport au service.

Le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'est situé à 13,9% pour une prévision de 13,7%. Ce dernier enregistre une diminution de 1,4 point de pourcentage en raison de l'évolution plus importante des recettes budgétaires par rapport aux intérêts.

En définitive, les indicateurs d'endettement connaissent une amélioration en 2022 en raison de la bonne santé de l'activité économique. Toutefois, ces indicateurs demeurent au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

CONCLUSION

En 2022, l'exécution de la stratégie d'endettement a été caractérisée par un recours modéré à l'emprunt du fait de l'embellie des ressources financières de l'Etat résultant de la consolidation de l'activité économique et la hausse des prix de matières premières.

Les nouvelles signatures se sont établies à 554,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 527,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 105,2%. Ces financements ont été affectés pour 1,2% aux prêts projets et pour 98,8% aux opérations d'équilibre budgétaire. S'agissant des termes moyens des nouveaux engagements, ils se sont situés respectivement à 5,6 ans pour la maturité, 2,7 ans pour le délai de grâce et 4,2% pour le taux d'intérêt. Par ailleurs, ces nouvelles conventions ont été majoritairement signées à taux d'intérêt fixe.

Le montant des tirages se chiffre à 839,6 milliards de francs CFA dont 365,6 milliards de francs CFA pour l'extérieur et 474,0 milliards de francs CFA pour l'intérieur. Ces décaissements ont été orientés au profit des prêts-projets pour 10,2% et 89,8% pour l'équilibre budgétaire.

Le service de la dette publique se chiffre à 1053,7 milliards de francs CFA avec 744, 2 milliards de francs CFA au titre du principal et 309,5 milliards de francs CFA d'intérêt. Il est composé de 404,2 milliards de francs CFA de dette extérieure et 649,5 milliards de francs CFA de dette intérieure. En ce qui concerne les paiements de la dette publique, ils se sont élevés à 1042,6 milliards de francs CFA et comprends 393,1 milliards de francs CFA de règlements extérieurs et 649,5 milliards de francs CFA de paiements intérieurs. Par ailleurs, les arriérés au titre de la dette publique se situent à 61,8 milliards de francs CFA et sont dus exclusivement aux créanciers extérieurs.

L'encours de la dette publique s'est établi à 7131,6 milliards de francs CFA et comprend 4523,9 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2607,7 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il est en augmentation de 4,8% par rapport à 2021 en raison de l'accroissement plus rapide des engagements extérieurs. En outre, le stock de la dette publique a été orienté au profit des prêts projets pour 19, 4% et 80,6% pour les emprunts hors projet. Aussi, la dette à change fixe représente 67,9% et la dette à change flottant 32,1% du montant total de l'encours. Pour ce qui est des termes moyens de l'encours, ils se situent à 8,0 ans pour la maturité, 1,7 an pour le délai de grâce et 4,4% pour le taux d'intérêt. Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique reste vulnérable aux fluctuations du Dollar Américain à cause de la part relativement importante de cette monnaie dans l'encours total, soit 29,0%. Toutefois, cette vulnérabilité est atténuée par le poids de l'Euro et du Franc CFA dans le portefeuille de la dette qui se situe respectivement à 48,1 % et 19,7% de l'encours total.

S'agissant des indicateurs d'endettement public, ils se sont établis respectivement à 54,3% pour le taux d'endettement, à 47,4% pour le ratio du service de la dette rapportée aux recettes budgétaires et à 13,9% pour la charge de la dette rapportée aux recettes budgétaires. Ces derniers demeurent au-dessus des seuils nationaux fixés à 35,0% pour le taux

d'endettement, à 25,0% pour le ratio de liquidité et à 10,0% pour la charge de la dette. Toutefois, le ratio d'endettement demeure en deçà du seuil communautaire de 70,0%.

En définitive, les agrégats d'endettement public pour l'année 2022 sont au dessus des seuils nationaux. En effet, il serait judicieux pour le gouvernement de poursuivre ses efforts afin de ramener ces ratios aux seuils stratégiques. Aussi, pour reconstituer les marges d'endettement de l'Etat, il serait souhaitable d'augmenter le taux de croissance du PIB en le ramenant à un niveau supérieur au taux d'intérêt implicite. Toutefois, la hausse du PIB renforcerait les recettes fiscales de l'Etat tout en réduisant le niveau du déficit budgétaire et en limitant le recours à l'emprunt. De plus, il serait nécessaire de renforcer les mécanismes de recouvrement fiscal en élargissant l'assiette fiscale et en poursuivant la politique d'endettement des prêts semi-concessionnels.

ANNEXES

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2021
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Tirages Prêts Projets	61,6
Réhabilitation du Transgabonais	2,1
Renforcement structures sanitaires	2,3
Construction de salles de classe	12,5
projet développement agricole rural	0,5
Programme de développement des infrastructures	0,7
Conception réalisation Travaux Routiers	2,7
Renforcement des capacités employabilité des jeunes	9,1
Programme alimentation eau à LBV	11,1
E- GABON	0,3
Programme de développement de la statistique au Gabon	6,1
Projet appui employabilité des jeunes	5,1
Développement services de base en milieu rural	7,3
Projet appui à la diversification de l'économie gabonaise	0,5
Projet appui au programme Graine	0,7
Appui sanitaire COVID	0,7
Tirages Prêts Programmes	519,7
Total décaissements extérieurs	581,3

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2021
En Milliards de Francs CFA

	Montant
Infrastructures	34,3
Autres	27,3
Total Décaissements sur Prêts Projets	61,6

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2016 A 2020

En Milliards de Francs CFA

	2016	2017	2018	2019	2020
Dettes Extérieures	376,3	448,8	308,6	405,9	834,1
<i>Principale</i>	244,1	308,7	175,0	264,3	662,6
<i>Intérêts</i>	132,2	140,2	133,6	141,6	171,5
Dettes Bilatérales	71,8	62,1	66,2	62,5	68,8
<i>Principale</i>	49,3	43,9	47,7	44,4	50,0
<i>Intérêts</i>	22,5	18,3	18,5	18,1	18,8
dont Club de Paris	9,7	10,3	10,0	5,1	0,0
<i>Principale</i>	8,5	9,5	9,5	5,0	0,0
<i>Intérêts</i>	1,2	0,8	0,5	0,1	0,0
Dettes Multilatérales	35,7	44,6	53,5	139,9	115,3
<i>Principale</i>	26,7	34,0	39,0	114,1	86,5
<i>Intérêts</i>	8,9	10,6	14,5	25,7	28,7
Dettes Commerciales	180,9	143,0	108,2	119,5	88,1
<i>Principale</i>	168,1	119,5	88,3	105,7	79,7
<i>Intérêts</i>	12,8	23,5	19,9	13,8	8,4
Marché Financier International	87,9	199,2	80,7	84,0	562,0
<i>Principale</i>	0,0	114,4	0,0	0,0	446,4
<i>Intérêts</i>	87,9	87,8	80,7	84,0	115,6
Dettes Intérieures	173,5	291,4	292,6	326,3	417,0
<i>Principale</i>	154,6	249,2	219,6	260,0	305,8
<i>Intérêts</i>	18,9	42,2	73,0	66,3	111,2
Bancaire	42,4	66,3	86,2	122,7	136,5
<i>Principale</i>	32,9	41,7	52,9	95,2	96,3
<i>Intérêts</i>	9,5	24,6	33,3	27,5	40,2
Divers	18,6	9,7	2,7	5,0	3,5
<i>Principale</i>	18,6	9,7	2,7	5,0	3,5
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	77,9	134,5	91,8	60,0	53,1
<i>Principale</i>	77,6	134,5	76,3	45,5	50,0
<i>Intérêts</i>	0,2	0,0	15,5	14,5	3,2
Marché Financier Régional	34,7	80,9	111,9	138,6	223,9
<i>Principale</i>	25,5	63,3	87,7	114,3	156,1
<i>Intérêts</i>	9,2	17,6	24,2	24,2	67,9
Total Service de la Dette Publique	549,8	740,2	601,2	732,2	1 251,1
<i>Principale</i>	398,7	557,9	394,6	524,3	968,4
<i>Intérêts</i>	151,1	182,4	206,6	207,9	282,7

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2016 A 2020

En Milliards de Francs CFA

	2016	2017	2018	2019	2020
Dettes Extérieures	376,3	448,8	308,6	405,9	834,1
<i>Principal</i>	<i>244,1</i>	<i>308,7</i>	<i>175,0</i>	<i>264,3</i>	<i>662,6</i>
<i>Intérêts</i>	<i>132,2</i>	<i>140,2</i>	<i>133,6</i>	<i>141,6</i>	<i>171,5</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	10,0	10,3	10,0	5,1	0,0
<i>Principal</i>	9,0	9,5	9,5	5,0	0,0
<i>Intérêts</i>	1,0	0,8	0,5	0,1	0,0
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 6 (CP6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 7 (CP7)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	10,0	10,3	10,0	5,1	0,0
<i>Principal</i>	9,0	9,5	9,5	5,0	0,0
<i>Intérêts</i>	1,0	0,8	0,5	0,1	0,0
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	144,8	107,2	95,8	105,2	79,9
<i>Principal</i>	131,4	86,3	76,0	87,4	66,8
<i>Intérêts</i>	13,5	20,9	19,8	17,8	13,1
Dettes Divers (Divers)	43,6	44,8	18,1	31,4	25,5
<i>Principal</i>	43,6	44,7	18,0	31,4	25,5
<i>Intérêts</i>	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0
Dettes Autres Bilatérales	54,3	42,8	50,6	40,3	51,5
<i>Principal</i>	33,4	22,9	32,5	26,4	37,4
<i>Intérêts</i>	20,9	19,9	18,1	13,9	14,1
Dettes Multilatérales	35,7	44,6	53,4	139,9	115,3
<i>Principal</i>	26,7	34,0	39,0	114,1	86,5
<i>Intérêts</i>	8,9	10,6	14,4	25,7	28,7
Emprunt Obligatoire USD	87,9	199,2	80,7	84,0	562,0
<i>Principal</i>	0,0	111,4	0,0	0,0	446,4
<i>Intérêts</i>	87,9	87,8	80,7	84,0	115,6
Dettes Intérieures	173,5	291,4	292,6	326,3	417,0
<i>Principal</i>	<i>154,6</i>	<i>249,2</i>	<i>219,6</i>	<i>260,0</i>	<i>305,8</i>
<i>Intérêts</i>	<i>18,9</i>	<i>42,2</i>	<i>73,0</i>	<i>66,3</i>	<i>111,2</i>
Bancaire	42,4	66,3	86,2	122,7	136,5
<i>Principal</i>	32,9	41,7	52,9	95,2	96,3
<i>Intérêts</i>	9,5	24,6	33,3	27,5	40,2
Divers	18,6	9,7	2,7	5,0	3,5
<i>Principal</i>	18,6	9,7	2,7	5,0	3,5
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	77,9	134,5	91,8	60,0	53,1
<i>Principal</i>	77,6	134,5	76,3	45,5	50,0
<i>Intérêts</i>	0,2	0,0	15,5	14,5	3,2
Emprunt Obligatoire XAF	34,7	80,9	111,9	138,6	223,9
<i>Principal</i>	25,5	63,3	87,7	114,3	156,1
<i>Intérêts</i>	9,2	17,6	24,2	24,2	67,9
Total Service de la Dette Publique	549,8	740,3	601,2	732,2	1 251,1

<i>Principal</i>	<i>398,7</i>	<i>557,9</i>	<i>394,6</i>	<i>524,3</i>	<i>968,4</i>
<i>Intérêts</i>	<i>151,1</i>	<i>182,4</i>	<i>206,6</i>	<i>207,9</i>	<i>282,7</i>

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2021

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Euros	100,7	19,6	120,4
Dollars US	424,8	131,1	555,9
CNY	18,3	3,9	22,2
IDI	8,0	10,6	18,6
CHF	0,0	0,0	0,0
DTS	0,2	0,0	0,2
XAF	382,0	127,8	509,8
Total Service de la Dette Publique	934,0	293,0	1 227,1

TABLEAU N° 18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN 2021

En Milliards de F.CFA

	Principal	Intérêts	Total
France	28,5	5,8	34,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	13,7	4,7	18,4
<i>Prêts commerciaux</i>	14,7	1,2	15,9
Allemagne	10,7	0,3	11,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	10,7	0,3	11,0
Etats-Unis	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Royaume Uni	0,0	0,0	0,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,1
Chine	59,3	16,2	75,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	52,1	13,1	65,2
<i>Prêts commerciaux</i>	7,1	3,1	10,3
Espagne	0,0	0,2	0,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,2	0,2
Belgique	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Canada	0,1	0,0	0,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,0	0,1
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Japon	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Autriche	17,3	1,4	18,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	17,3	1,4	18,7
Maroc	1,5	0,0	1,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,5	0,0	1,5
Turquie	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Israel	6,0	0,3	6,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	6,0	0,3	6,3

Corée du Sud	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Inde	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Emprunt Obligataire USD	377,7	118,3	496,0
Organismes multilatéraux	62,7	27,8	90,5
Total Service de la Dette Extérieure	563,8	170,4	734,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	66,0	17,8	83,8
<i>Prêts commerciaux</i>	57,4	6,5	63,9
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	377,7	118,3	496,0
<i>Organismes multilatéraux</i>	62,7	27,8	90,5

TABLEAU N°19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2021

En Millions

Monnaies	Imputations	Devises	Equivalent XAF
Euros	Principal	153,5	100 715,6
	Intérêt	29,9	19 641,3
	Total	183,5	120 356,9
Dollars US	Principal	733,6	424 838,6
	Intérêt	226,3	131 064,1
	Total	959,9	555 902,7
IDI	Principal	9,8	7 975,6
	Intérêt	13,1	10 638,6
	Total	23,0	18 614,1
CNY	Principal	201,0	18 331,0
	Intérêt	42,7	3 892,9
	Total	243,7	22 223,9
DTS	Principal	0,2	166,3
	Intérêt	0,0	10,2
	Total	0,2	176,5
CHF	Principal	0,0	0,5
	Intérêt	0,0	0,1
	Total	0,0	0,5
XAF	Principal	382 014,7	382 014,7
	Intérêt	127 781,0	127 781,0
	Total	509 795,6	509 795,6
Total Service de la Dette Publique		511 205,9	1 227 070,2

TABLEAU N°20 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2016 A 2020

En Milliards de Francs CFA

	2016	2017	2018	2019	2020
Dettes Extérieures	3 107,0	3 355,8	3 744,0	3 875,9	4 052,4
Dettes Bilatérales	742,8	678,9	804,6	872,8	841,4
dont Club de Paris	24,3	14,7	5,2	0,0	0,0
Dettes Multilatérales	376,8	913,5	1 215,2	1 399,9	1 627,8
Dettes Commerciales	641,4	566,5	471,4	324,8	269,1
Marché Financier International	1 346,0	1 196,9	1 252,8	1 278,4	1 314,1
Dettes Intérieures	986,1	1 451,9	1 513,6	1 470,9	2 212,5
Dettes Bancaires	358,2	826,4	772,4	686,0	887,6
Dettes Diverses	20,0	14,0	7,0	0,0	0,0
Dettes Moratoires	313,4	240,9	340,6	232,8	544,1
Marché Financier Régional	294,4	370,6	393,6	552,1	780,8
Total Dettes Publiques	4 093,1	4 807,6	5 257,6	5 346,8	6 264,9

TABLEAU N°21: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2021

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	4 238,8
Dettes Non Précédemment Rééchelonnées (NPRD)	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	0,0
Club de Paris 8 (CP8)	0,0
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	461,6
Dettes Diverses (Divers)	0,0
Dettes Autres Bilatérales	600,7
Dettes Multilatérales	1 686,2
Marché Financier International	1 490,3
Dettes Intérieures	2 567,3
Bancaires	885,4
Diverses	0,0
Moratoires	394,4
Marché Financier Régional	1 287,6
Dettes Totales	6 806,1

TABLEAU N° 22 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2021

En Milliards de Francs CFA

Fixe	4956,5
Variable	1 849,6
Euribor-3 mois	55,1
Euribor-6 mois	1 651,7
Libor - 3 mois	0,0
Libor - 6 mois	142,8
Autres	0,0
Total Encours de la Dette Publique	6 806,1

TABLEAU N° 23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2021

En Milliards de Francs CFA

Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	178,4
0,0 à 3%	3 201,4
3,0 à 6 %	825,4
6,0 à 10 %	2 600,9
Total Encours de la Dette Publique	6806,1

TABLEAU N° 24 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2021

Période	Montant
0 à 2 ans	750,8
2,0 à 5 ans	1 727,7
5,0 à 10 ans	1 793,4
10,0 à 20ans	2 534,2
Plus de 20,0 ans	0,0
Total Encours de la Dette Publique	6 806,1

TABLEAU N° 25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2016 A 2020

En Milliards de Francs CFA

	2016	2017	2018	2019	2020
France	276,6	316,4	328,3	308,1	299,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	134,6	168,3	208,7	253,2	257,6
<i>Prêts commerciaux</i>	142,0	148,1	119,6	54,9	42,1
Allemagne	15,5	9,5	2,8	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	13,5	8,3	2,8	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	1,9	1,2	0,0	0,0	0,0
Etats-Unis	14,4	1,6	6,7	3,3	1,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	2,9	1,6	0,6	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	11,5	0,0	6,1	3,3	1,0
Grande Bretagne	48,1	38,5	0,0	7,4	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	48,1	38,5	0,0	7,4	0,0
Chine	659,5	581,2	676,3	711,9	670,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	582,0	494,4	587,8	616,6	581,1
<i>Prêts commerciaux</i>	77,5	86,9	88,4	95,2	88,9
Espagne	98,0	79,3	54,5	29,7	29,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	97,9	79,2	54,5	29,7	29,2
Belgique	23,0	12,6	2,1	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	22,8	12,5	2,1	0,0	0,0
Canada	5,3	4,0	3,5	3,0	2,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	5,3	4,0	3,5	3,0	2,6
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	131,2	107,5	94,9	95,1	79,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	131,2	107,5	94,9	95,1	79,8
Japon	1,9	1,1	0,4	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,9	1,1	0,4	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	32,8	21,8	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	32,8	21,8	0,0	0,0	0,0
Israel	55,6	63,7	52,4	35,7	24,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	55,6	63,7	52,4	35,7	24,8
Koweït	1,9	0,4	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	1,9	0,4	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	0,6	0,5	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,6	0,5	0,0	0,0	0,0
Inde	0,4	0,7	0,7	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,4	0,7	0,7	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	0,0	6,7	53,3	3,5	3,2

<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	6,7	53,3	3,5	3,2
Marché Financier International	1 346,0	1 196,9	1 252,8	1 278,4	1 314,1
Organismes multilatéraux	376,8	913,5	1 215,2	1 399,9	1 627,8
Total Dette Extérieure	3 107,0	3 355,8	3 744,0	3 875,9	4 052,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	742,8	678,9	804,6	872,8	841,4
<i>Prêts commerciaux</i>	641,4	566,5	471,4	324,8	269,1
Marché Financier International	1 346,0	1 196,9	1 252,8	1 278,4	1 314,1
Organismes multilatéraux	376,8	913,5	1 215,2	1 399,9	1 627,8

TABLEAU N°26 : ENCOURS PRÊTS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2021

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Route	531,3
Santé	160,7
Eau et Electricité	222,1
Agriculture, Pêche et Elevage	12,9
Education, Formation et Emploi	101,0
Communication et Télécommunication	56,6
Economie et Finances	147,3
Transport	61,3
Sports	121,3
Défense et Sécurité	0,7
Forêt et Environnement	0,9
Bâtiments et Travaux Publics	77,8
Total Encours	1 494,0

TABLEAU N° 27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2021

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	2 777,9
Rééchelonnements	0,0
Appui Budgétaire	1 240,4
Reprises de Dettes	1 293,9
Projets	1 494,0
Total Encours de la Dette Publique	6 806,1

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2016 A 2020

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2016 A 2020

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2021

TABLEAU N°4 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2021

TABLEAU N°5 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2021

TABLEAU N°6 : TERMES MOYENS DES DECAISSEMENTS REALISES EN 2021

TABLEAU N°7 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2021

TABLEAU N°8 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2021

TABLEAU N°9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE A FIN 2021

TABLEAU N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2021

TABLEAU N°11 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2021

TABLEAU N°12 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2021

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2021

TABLEAU N°14 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2021

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2016 A 2020

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2016 A 2020

TABLEAU N°17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2021

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT EN 2021

TABLEAU N°19 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2021

TABLEAU N°20 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2016 A 2020

TABLEAU N°21 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊT A FIN 2021

TABLEAU N°22 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2021

TABLEAU N°23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2021

TABLEAU N°24 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2021

TABLEAU N°25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT DE 2016 A 2020

TABLEAU N°26 : ENCOURS PRETS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2021

TABLEAU N°27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2021

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2016 A 2020

GRAPHIQUE N°2 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2016 A 2020

GRAPHIQUE N°3 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DE 2016 A 2020

GRAPHIQUE N°4 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2016 A 2020

GRAPHIQUE N°5 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2016 A 2020

GRAPHIQUE N°6 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2021

GRAPHIQUE N°7 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2021

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2021

GRAPHIQUE N°9 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2021

GRAPHIQUE N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2021

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	2
SOMMAIRE.....	5
INTRODUCTION	6
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2017 A 2021	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts 2017 à 2021	8
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2017 à 2021.....	8
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2017 à 2021.....	1
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2017 à 2021	1
1.2. Evolution des décaissements de 2017 à 2021.....	3
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2017 à 2021.....	3
1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2017 à 2021	4
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2017 à 2021	4
1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2017 à 2021	4
1.3.2 Evolution du service de la dette publique intérieure de 2017 à 2021.....	5
1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2017 à 2021	6
1.4.1 Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2017 à 2021.....	6
1.4.2 Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2017 à 2021	8
1.4.3 Evolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2017 à 2021	8
1.4.4 Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2017 à 2021	9
1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2017 à 2021	9
1.5.1 Evolution du taux d'endettement public de 2017 à 2021	9
1.5.2 Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2017 à 2021.....	9
2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022.....	10
2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2022.....	11
2.1.1 Nouveaux engagements.....	11
2.1.1.1 Montant des nouveaux engagements en 2022	11
2.1.1.2 Répartition des nouveaux engagements en 2022	11
2.1.1.3 Répartition des nouveaux engagements extérieurs.....	11
2.1.1.4 Répartition des nouveaux engagements intérieurs.....	12
2.1.2 Conditions d'emprunt en 2022.....	12
2.1.2.1 Nouveaux engagement en devises 2022	12
2.1.2.2. Termes moyens des nouveaux engagements en 2022	12
2.1.2.3 Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2022	13
2.2 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2022.....	15

2.2.1	Décaissements sur financements extérieurs	15
2.2.2	Décaissements sur financements intérieurs.....	16
2.2.3	Affectation des décaissements en 2022	16
2.2.4	Décaissements sur prêt-projets.....	17
2.2.5	Décaissements sur emprunts d'équilibre	18
2.2.6	Décaissements en devises en 2022.....	18
2.3	Termes moyens des décaissements sur FINEX et FININ en 2022.....	18
3	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2022.....	20
3.1.	Service de la dette publique extérieure en 2022	20
3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2022	21
3.1.2.	Charges de la dette publique extérieure en 2022	22
3.1.3.	Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2022	22
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2022.....	23
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2022	24
3.2.2.	Charges de la dette publique intérieure en 2022	24
4	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2022.....	25
4.1	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2022	25
4.1.1	Encours de la dette publique extérieure à fin 2022.....	25
4.1.2	Encours de la dette publique intérieure à fin 2022	26
4.2	Encours de la dette publique par affectation à fin 2022	26
4.2.1	Encours de la dette publique par projet à fin 2022	27
4.2.2	Encours de la dette publique hors projets à fin 2022	29
4.2.3	Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2022	29
4.2.4	Encours de la dette publique par monnaie à fin 2022.....	30
4.2.5	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2022	30
4.2.5.1	Encours de la dette publique par type de taux.....	30
4.2.5.2	Encours de la dette publique par niveau de taux	31
4.2.6	Encours de la dette publique par maturité à fin 2022	32
5	INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2022.....	34
5.1	Taux d'endettement public en 2022.....	34
5.2	Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2022.....	34
	CONCLUSION	35
	ANNEXES	37
	LISTE DES TABLEAUX	47
	LISTE DES GRAPHIQUES	48

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com

Site Web : www.dette.ga